

# Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

COMMERCE

## Des réductions de prix en prévision du Ramadhan

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3



Ph.: Rachid K.

## Prorogation du délai d'acquittement de la vignette automobile au 31 mai P. 3



## Notre supplément AUTOUR DU MONDE Avec la collaboration de P. 8 & 9

PROJECT SYNDICATE  
AN ASSOCIATION OF NEWSPAPERS AROUND THE WORLD

La logique politique de la violence arbitraire de Trump



PAR TIMOTHY SNYDER

Premier titulaire de la chaire d'histoire européenne moderne à la Munk School of Global Affairs and Public Policy de l'université de Toronto et membre permanent de l'Institut des sciences humaines de Vienne.

Les droits de douane sont plus destructeurs que vous ne le pensez



PAR SEBNEM KALEMLI-ÖZCAN

Professeur d'économie à l'université Brown et directeur du Global Linkages Lab, est un ancien conseiller politique principal au Fonds monétaire international et ancien économiste en chef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à la Banque mondiale.

Quand la désinformation tue



PAR PETER SINGER

Professeur d'éthique médicale au Centre d'éthique biomédicale de l'Université nationale de Singapour et professeur émérite de bioéthique à l'Université de Princeton. Il est l'auteur de The Life You Can Save (Random House, 2009)

La financiarisation n'améliorera pas la santé mondiale



PAR WALTER O. OCHIENG' ET TOM ACHOKI<sup>2</sup>



1. Médecin et chercheur en santé mondiale à l'Africa Institute for Health Policy. 2. ancien boursier Sloan au MIT, est médecin et cofondateur de l'Africa Institute for Health Policy.



## BÉNÉFICE DE LA RETRAITE AVANT L'ÂGE LÉgal DANS L'ÉDUCATION Ouverture du dépôt des dossiers dès aujourd'hui

Lire l'article de M. Aziza page 3

## SERVICES AÉRIENS L'Algérie dénonce la convention avec les Emirats Arabes Unis P. 3





Ghaza

L'entité sioniste  
«a vidé de son sens»  
l'accord de cessez-le-feu

Mohamed Mehdi

Samedi, 118<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue ses violations de l'accord de Charm Al-Cheikh, faisant des centaines martyrs et davantage de blessés depuis la signature du «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump. Le nouveau rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé fait état de 27 nouvelles victimes des bombardements israéliens sur Ghaza, dont 2 martyrs et 25 blessés, lors des précédentes 24h (vendredi). Le bilan des victimes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 (respecté uniquement par la partie palestinienne), passe ainsi à 576 martyrs et 1.543 blessés. Le nombre cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, passe à 72.027 martyrs et 171.651 blessés. Le document précise que «174 martyrs ont été ajoutés aux statistiques cumulatives, dont les données ont été complétées et approuvées par le Comité d'approbation».

Concernant la situation dans les hôpitaux en activité à Ghaza, le ministère de la Santé a affirmé, dans un autre communiqué, que ces établissements «peinent à maintenir leurs services» et qu'ils sont devenus de «simples salles d'attente pour des milliers de patients et de blessés dont le sort est incertain», en raison du «manque de médicaments, d'équipements et autres fournitures médicales».

«Les conséquences catastrophiques de cette «destruction du système de santé» font du maintien des soins un véritable miracle quotidien et un défi majeur pour les efforts de reconstruction et le rétablissement de nombreux services spécialisés», lit-on dans le communiqué.

«L'absence totale de médicaments et de fournitures médicales rend même les analgésiques les plus simples inaccessibles à ceux qui risquent leur vie à chaque instant», ajoute le ministère, précisant que «46 % des médicaments essentiels et 66 % des fournitures médicales sont en rupture de stock, et 84 % des stocks de laboratoire et de sang sont épuisés».

Plusieurs services spécialisés dans les hôpitaux fonctionnels de Ghaza sont fortement impactés par cette grave pénurie due au blocage par Israël, avec la complicité agissante de l'administration Trump, ainsi que le silence des Européens et des organisations internationales dont l'OMS.

«Les services d'oncologie, d'hématologie, de chirurgie, de soins intensifs et de soins primaires sont parmi les plus durement touchés par la crise. Les quantités limitées de médicaments qui parviennent aux hôpitaux de la bande de Ghaza sont insuffisantes pour répondre aux besoins réels et assurer la continuité des soins», souligne le document, considérant que la situation sanitaire «ne peut être améliorée par des solutions provisoires et temporaires qui ne font qu'aggraver les graves conséquences».

Le ministère de la Santé a réitéré son «appel urgent à toutes les parties concernées afin qu'elles interviennent et renforcent les stocks de médicaments et de fournitures médicales». Par ailleurs, le ministère de la Santé a

annoncé, hier, le lancement de la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière 2025-2026, à compter de ce samedi 7 février 2026. «La vaccination sera prioritaire pour les groupes les plus à risque de complications graves liées à la grippe», à savoir «les personnes âgées de plus de 60 ans, les femmes enceintes, les patients atteints de maladies cardiaques chroniques, d'hypertension, de diabète, de troubles hématologiques, et de maladies respiratoires chroniques». Sont également concernés, «les patients sous traitement immunosuppresseur et les personnes immunodéficientes, les malades atteints de cancer, souffrant d'insuffisance rénale, ou ceux ayant subi une greffe de moelle osseuse ou une implantation cochléaire».

Hamas, FDLD : La poursuite des massacres israéliens compromet l'accord de cessez-le-feu

Dans deux déclarations distinctes, rendues publiques samedi, le Mouvement Hamas et le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP) ont considéré que la poursuite par l'entité sioniste des massacres à Ghaza et de l'interdiction au Comité national pour l'administration de l'enclave, compromettent l'accord de cessez-le-feu.

Le porte-parole du Hamas à Ghaza, Hazem Qassem, s'est interrogé dans une vidéo sur le but de l'interdiction par Israël au Comité national pour l'administration de Ghaza d'entrer dans l'enclave et les conséquences de ce retard, «alors même que le Hamas est prêt à transférer la gouvernance et les pouvoirs au Comité».

«Parler de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza n'a aucun sens tant que l'occupation criminelle sioniste poursuit ses opérations meurtrières et de destruction croissantes dans différentes parties de la bande», a-t-il ajouté. Hazem a dénoncé le «comportement de plus en plus agressif de l'occupation extrémiste» qui «ignore les efforts des médiateurs et de l'administration américaine, et se moque de tous les appels à la mise en œuvre des accords conclus». «Nous appelons toutes les parties à exercer une forte pression sur l'occupation afin de faciliter l'entrée du Comité d'administration de Ghaza et de lui permettre de commencer son travail d'aide à notre population», a-t-il conclu.

De son côté, le FDLP a, dans un communiqué publié samedi sur Telegram, que «l'agression incessante» d'Israël dans la bande de Ghaza, «a réduit à néant l'accord de cessez-le-feu». «Cette situation marquée par les massacres, les atrocités et les destructions systématiques perpétrées par les forces (israéliennes, ndlr) ont déchiré la «Déclaration de Charm Al-Cheikh», signée le 13 octobre 2025 par quatre chefs d'État : les présidents des États-Unis, d'Égypte et de Turquie, ainsi que le Premier ministre du Qatar», affirme le FDLP. Le Front démocratique a souligné qu'Israël «a vidé de son sens» l'accord de cessez-le-feu, «en manipulant la définition de la première phase et en imposant ses propres conditions abusives» pour la seconde phase, et s'est interrogé à propos du «silence des États garants face à l'obstruction par Israël de l'entrée dans l'enclave du Comité national pour l'administration de Ghaza».

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Quand la haine devient programme

Les manigances de l'extrême droite en Europe, spécialement en France, ne relèvent ni de l'improvisation ni de la simple surenchère verbale ; elles s'inscrivent dans une stratégie globale, méthodique et profondément cynique visant la conquête du pouvoir par la normalisation progressive d'un projet idéologique historiquement fondé sur l'exclusion, la hiérarchisation des peuples et la désignation permanente d'ennemis intérieurs et extérieurs. Depuis plusieurs années, cette mouvance s'efforce de lisser son image, d'effacer les traces les plus visibles de son héritage politique, tout en conservant intact le socle doctrinal qui l'anime : obsession identitaire, peur de l'Autre, nostalgie autoritaire, vision ethnicisée de la nation et rejet viscéral du pluralisme. Ce processus de dédiabolisation n'est pas une rupture mais un camouflage, une mutation cosmétique destinée à rendre fréquentable ce qui ne l'est pas, à banaliser l'inacceptable et à intégrer, dans le champ du dicible public, des thèses longtemps reléguées aux marges les plus obscures.

L'extrême droite a compris que la brutalité frontale rebute autant qu'elle mobilise, et que la conquête durable du pouvoir passe désormais par la manipulation subtile des peurs, la victimisation permanente, l'inversion accusatoire et l'instrumentalisation des fractures sociales. Elle se nourrit de la colère populaire, détourne la souffrance sociale de ses causes structurelles désindustrialisation, financiarisation de l'économie, explosion des inégalités, précarisation du travail, affaiblissement des services publics pour la rediriger vers des boucs émissaires commodes : migrants, minorités, étrangers, institutions, élites intellectuelles, journalistes, associations, transformant ainsi la frustration légitime en haine politique.

Dans cette mécanique, les conflits internationaux deviennent de simples outils narratifs, vidés de leur complexité historique et humaine, réduits à des slogans servant à nourrir une vision du monde binaire, fondée sur le fantasme du choc des civilisations. La souffrance réelle des peuples est instrumentalisée, certaines victimes sont exaltées quand d'autres sont invisibilisées, non en fonction de principes universels de justice, mais selon leur utilité stratégique dans la construction du récit identitaire. L'extrême droite s'autorise alors toutes les contradictions, nouant des alliances opportunistes, changeant brutalement de posture idéologique, réécrivant son propre passé, manipulant la mémoire collective pour se blanchir politiquement et s'ériger en défenseur auto-proclamé de valeurs qu'elle a historiquement piétinées. Cette diplomatie à géométrie variable, cette morale fluctuante, ne relèvent pas d'une évolution

sincère mais d'un pur calcul : il s'agit de conquérir une respectabilité artificielle, d'intégrer les cercles du pouvoir et d'imposer progressivement un agenda autoritaire sous couvert de pragmatisme.

L'une des armes les plus redoutables de cette stratégie demeure la confusion savamment entretenue, où l'émotion supplante l'analyse, où la peur remplace la raison, où l'indignation instantanée efface toute mise en perspective historique, transformant le débat public en champ de bataille affectif propice à toutes les manipulations. Dans ce climat de tension permanente, l'extrême droite façonne un imaginaire collectif fondé sur l'angoisse, la méfiance et le repli, créant les conditions psychologiques d'une acceptation progressive de politiques liberticides, discriminatoires et profondément antidémocratiques. Car derrière la rhétorique sécuritaire et identitaire se profile un projet de société fondé sur la restriction des libertés, la mise au pas des contre-pouvoirs, la remise en cause de l'indépendance de la justice, l'affaiblissement de la liberté de la presse et la marginalisation systématique de toute voix dissidente.

Cette entreprise de longue haleine ne se limite pas aux frontières nationales ; elle s'étend aux relations internationales, où la manipulation géopolitique devient un instrument central de propagande. Parmi les plus grands projets stratégiques de l'extrême droite figure incontestablement l'empoisonnement méthodique et durable de la relation algéro-française. Cette relation, déjà marquée par les blessures profondes de l'histoire coloniale, constitue un terrain privilégié pour attiser les rancœurs, raviver les traumatismes, instrumentaliser les mémoires et nourrir les tensions identitaires. Les campagnes de diabolisation de l'Algérie se poursuivent ainsi, tambour battant, mêlant désinformation, amalgames, stigmatisation politique et attaques symboliques répétées. Il s'agit de construire un ennemi commode, de raviver un imaginaire colonial jamais totalement déconstruit, de flatter les nostalgies les plus sombres et d'exploiter les crispations mémorielles à des fins purement électoralistes. Cette stratégie vise non seulement à fracturer durablement les sociétés françaises et algérienne, mais aussi à compromettre toute perspective de réconciliation sincère, de coopération équilibrée et de dialogue apaisé entre les deux peuples. En instrumentalisant l'Algérie comme repoussoir politique permanent, l'extrême droite cherche à nourrir son projet identitaire, à radicaliser les discours, à verrouiller les imaginaires et à installer un climat de confrontation permanente, transformant ainsi l'histoire en champ de bataille idéologique et la mémoire en arme de division massive.

Extension du port  
Sifi Ghrieb à Annaba

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, est arrivé samedi à Annaba dans le cadre d'une visite d'inspection et de travail consacrée au suivi de l'avancement des travaux d'extension du port d'Annaba, notamment la réalisation du quai minéralier au titre du projet de phosphate intégré.

Le Premier ministre était accompagné, lors de cette visite, du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, le ministre de l'Industrie, M. Yahia Bachir, et le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, M. Abdelmalek Tacherift.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'exécution des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation du quai minéralier au titre du projet d'extension du port d'Annaba.

Le Premier ministre a insisté sur la nécessité d'achever le projet d'ici la fin de l'année 2026, compte tenu de son caractère stratégique et de son lien avec les choix de diversification éco-

nomique et de libération progressive de la dépendance aux hydrocarbures.

Lors de cette visite, M. Sifi Ghrieb a écouté un exposé technique détaillé sur l'avancement des travaux, les différentes étapes de réalisation, les délais contractuels et les mesures prises pour garantir la conformité du projet aux normes techniques en vigueur.

Dans ce contexte, le Premier ministre a instruit les différentes entreprises en charge de la concrétisation du projet à l'effet de respecter rigoureusement les délais d'exécution et des cahiers des charges, et de mobiliser tous les moyens humains et matériels nécessaires, afin de garantir la réception du quai minéralier dans les délais impartis, et en conformité avec les normes de qualité et de sécurité en vigueur.

Le quai minéraliser en cours de construction permettra l'accostage de navires de grande taille et le traitement d'environ 10 millions de tonnes par an de phosphate et de matières phosphatées transportées au moyen de ligne ferroviaire minière Est dans le cadre d'un système logistique intégré reliant les sites de production aux installations d'exportation. De plus, la jonction ferroviaire entre la mine de phosphate de Bled El-Hadba, dans la wilaya de Tébessa, et le port

d'Annaba, par une double voie ferrée moderne, réduira le coût du transport à l'exportation, améliorera la rentabilité de la chaîne nationale du phosphate et renforcera la compétitivité du produit algérien sur les marchés internationaux.

Ce projet revêt une importance stratégique majeure, car il s'inscrit dans le cadre des efforts visant à soutenir la chaîne nationale du phosphate et à renforcer les capacités du port d'Annaba à accueillir des navires de gros tonnage pour le transport du phosphate et de ses dérivés en direction des marchés extérieurs.

Le projet comprend la réalisation d'une plateforme de base et l'extension de la digue principale du port sur 1.400 mètres, en plus de la création du quai minéralier d'une profondeur de 16 mètres et d'une longueur de 1.600 mètres, outre l'aménagement de zones arrière sur une superficie de 82 hectares, et le dragage du bassin pour l'amener à la profondeur requise. Ce projet structurant contribuera à renforcer les infrastructures de base nationales, soutenir l'économie nationale, créer des emplois directs et indirects, et dynamiser l'activité économique dans la région Est du pays, conformément aux directives des autorités supérieures du pays.

Le Quotidien  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20  
Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



Commerce

## Des réductions de prix en prévision du ramadhan

**A l'approche du mois de Ramadhan, une guerre est déclarée au gaspillage. Objectifs visés : assurer la disponibilité des produits de large consommation, protéger le pouvoir d'achat des citoyens et encourager un comportement responsable en matière de consommation.**

El-Houari Dilmi

En effet, la ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché, Amel Abdelatif, accompagnée de la ministre de l'Environnement et de la qualité de la vie, Madame Kaouthar Kriko, et de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et des Droits de la Femme, Madame Soraya Mouloudji, a supervisé, hier samedi, sur la place de la Poste centrale à Alger, le lancement officiel de la campagne nationale de rationalisation de la consommation et de lutte contre le gaspillage alimentaire, pendant le mois de Ramadhan. Les ministres ont visité les pavillons de l'exposition dédiée à cet événement, qui vise à sensibiliser les citoyens à l'importance de la rationalisation de la consommation et à la préservation des ressources alimentaires.

En marge du lancement de la campagne, la ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché, a confirmé que cette initiative «vient en prévision du mois sacré de Ramadhan, qui est généralement marqué par un changement dans les comportements de consommation et une augmentation de la demande pour les produits de large consommation».

Amal Abdelatif a ajouté que le secteur du Commerce intérieur a lancé une vaste campagne nationale de sensibilisation «pour rationaliser la consommation et réduire le gaspillage, sous le slogan : «Labondance est là : rationner la consommation est votre choix» et «Ramadhan est un mois sacré, ne le transformez pas en une course au gaspillage».

Elle a affirmé dans ce contexte que le mois de Ramadhan «entraîne généralement un changement dans le comportement de consommation, ce qui

conduit malheureusement à une augmentation significative du gaspillage de pain et d'autres denrées alimentaires», appelant «tout le monde à adopter un comportement de consommation responsable qui reflète les valeurs du mois sacré de modération et de solidarité».

### 560 MARCHÉS DE PROXIMITÉ À TRAVERS 69 WILAYAS

Dans le cadre des préparatifs sur le terrain pour garantir l'approvisionnement et rapprocher les services des citoyens, la ministre du Commerce intérieur et de la régulation du marché, a annoncé le lancement de 560 marchés de proximité à travers 69 wilayas, à partir de demain lundi. Ces marchés proposeront des produits variés à des prix raisonnables et réduits, afin de soulager la pression sur les marchés et de permettre aux citoyens d'acquérir leurs besoins en toute aisance. Elle a ajouté que des instructions avaient été données à la Société «Magros» pour «garantir la continuité des marchés de gros de fruits et légumes à partir de cette semaine, permettant ainsi la continuité de l'approvisionnement pendant les week-ends et évitant toute perturbation sur le marché». La ministre a également salué «l'engagement fort des opérateurs économiques dans cette dynamique de solidarité, en accordant des réductions considérables à l'occasion du mois sacré, qui seront mises sur le marché à partir de demain dimanche», ajoutant que cela va «contribuer à protéger le pouvoir d'achat des citoyens et à ancrer l'esprit de responsabilité économique et sociale».

## Prorogation du délai d'acquittement de la vignette automobile au 31 mai

Le délai d'acquittement de la vignette automobile a été prorogé au 31 mai prochain, en vertu d'une décision du ministère des Finances, publiée au Journal officiel (JO) N 10.

Selon cette décision, signée le 11 janvier dernier par le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, "le délai de la débite

de la vignette automobile pour l'année 2026, est prorogé au 31 mai 2026 à 16h00".

Pour rappel, le code du timbre fixe la période d'acquittement de la vignette automobile du 1 au 31 mars de chaque année, avec la possibilité de prolonger cette période par décision du ministre des Finances.

Services aériens

## L'Algérie dénonce la convention avec les Emirats Arabes Unis

L'Algérie a engagé les procédures nécessaires pour la dénonciation de la convention relative aux Services aériens de la République algérienne démocratique et populaire et l'Etat des Emirats arabes Unis, signée à

Abu Dhabi le 13 mai 2013 et ratifiée par le décret présidentiel du 30 décembre 2014. Selon les dispositions de l'article 22 de ladite convention, la dénonciation doit être notifiée par les voies diplomatiques à la partie

contractante Emiratie, avec notification simultanée au secrétaire général de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour l'accomplissement des formalités requises auprès de cette organisation.

## Bénéfice de la retraite avant l'âge légal dans l'éducation Ouverture du dépôt des dossiers dès aujourd'hui

M. Aziza

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé l'ouverture, à partir d'aujourd'hui dimanche, du dépôt des demandes de départ à la retraite avant l'âge légal. Cette décision met fin à l'attente des fonctionnaires concernés ainsi qu'aux revendications répétées des différents syndicats du secteur. Il s'agit d'une mesure exceptionnelle permettant un départ anticipé à 57 ans pour les hommes et à 52 ans pour les femmes. Elle concerne spécifiquement les corps des maîtres et professeurs de l'enseignement, les censeurs, les directeurs des établissements d'éducation et d'enseignement, ainsi que les inspecteurs relevant des corps spécifiques de l'éducation nationale.

Dans un communiqué rendu public hier, le ministère de l'Éducation nationale a précisé que l'ouverture, à titre exceptionnel, du dépôt des demandes de pension de retraite avant l'âge légal s'étalera du 8 février au 15 mars 2026, au profit des fonctionnaires remplissant les conditions légales requises.

Cette décision s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la loi n°25-09 du 19 juillet 2025, complétant la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, modifiée et complétée, ainsi que du décret exécutif n°26-74 du 14 janvier 2026. Ce dernier fixe les conditions et modalités permettant aux fonctionnaires relevant de certains corps spécifiques de l'éducation nationale de bénéficier d'une pension de retraite avant l'âge légal.

Dans un souci de prise en charge optimale des fonctionnaires concernés par ces nouveaux textes juridiques, le ministère précise que cette mesure concerne les fonctionnaires ayant atteint, au 31 août

2026, l'âge de 57 ans pour les hommes et 52 ans pour les femmes.

Le dépôt des dossiers s'effectuera obligatoirement entre le 8 février et le 15 mars 2026, délai de rigueur, aucune demande introduite après cette date ne pouvant être acceptée. Les dossiers devront être déposés au niveau des établissements éducatifs où exercent les fonctionnaires concernés, conclut le communiqué du ministère.

### LE SATISFECIT DES SYNDICATS

Contacté par nos soins, Mohamed Belamri, secrétaire général du Syndicat algérien des travailleurs de l'éducation (SATE), a salué cette démarche. Il a précisé que cette décision a été engagée sur la base des demandes déposées par les organisations syndicales en vue de régulariser la situation, soulignant que ce texte de loi a été conçu spécifiquement pour le secteur de l'éducation, considéré comme un secteur particulier. Il s'agit, selon lui, d'un métier pénible et exigeant, qui nécessite le départ des enseignants à la retraite avant l'âge de soixante ans.

Il a également indiqué que la prise en charge de cette mesure relève désormais du ministère du Travail, les enseignants admis à la retraite dépendant dorénavant de ce département. Cette démarche constitue, selon lui, un point positif à mettre à l'actif du gouvernement dans son ensemble, à travers les ministères de l'Éducation nationale et du Travail, et sert l'intérêt de l'ensemble des secteurs, dans l'attente de la concrétisation des autres acquis liés au statut particulier.

Par ailleurs, notre interlocuteur a précisé que «des séances de travail sont actuellement consacrées à

l'examen du statut particulier des services économiques, où chaque article est étudié de manière détaillée». Il a ajouté que «les discussions ont débuté par le corps enseignant, puis ont concerné les conseillers et les intendants». Aujourd'hui, les travaux portent sur les services économiques.

Il a également indiqué que «ces réunions ont commencé mardi dernier et se sont poursuivies samedi, à raison d'une séance chaque mardi et samedi», concluant que «des avancées notables ont été enregistrées dans les différents dossiers».

Le président de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF), Sadek Dziri, a déclaré au Quotidien d'Oran que son syndicat se dit satisfait de cette démarche. Il a précisé que cette mesure exceptionnelle était vivement réclamée par l'ensemble des syndicats du secteur, d'autant plus que les textes d'application ont été publiés avec retard.

Cette disposition exceptionnelle permettra aux personnels concernés, notamment ceux qui ne sont plus en mesure de poursuivre leur activité d'enseignement pour des raisons de santé ou autres, de déposer leurs demandes de départ à la retraite pour bénéficier rapidement de cette mesure.

Toutefois, M. Dziri a réaffirmé que son syndicat continue de revendiquer le droit à la retraite anticipée de manière générale, à partir de 32 années de service.

Il a souligné que de nombreux enseignants se retrouvent aujourd'hui dans une situation de stagnation professionnelle, ayant accompli 32 ans de service tout en restant classés en catégorie 12, contraints de poursuivre leur activité sans réelle motivation.

## Raïna Raïkoum

Amine Bouali

### Au café

Puis, un matin, il n'est pas venu. Sa chaise resta vide un moment.

Sa table, occupée ensuite par d'autres clients, n'était plus tout à fait la même. Pendant des jours, je jetais machinalement des coups d'œil à la porte, espérant son retour, prêt à lui servir son thé, par réflexe. Mais il ne vint pas. Le lendemain encore, et le surlendemain.

Quelques habitués commencèrent à poser des questions. Où était-il passé ? Personne ne savait. Les murmures circulaient : un déménagement, une maladie, peut-être pire. Mais personne n'osait prononcer le mot qui habitait tous les esprits.

Notre travail au café poursuivait son rythme habituel. Les commandes s'enchaînaient, les chaises se remplissaient, la vie continuait cahin-caha. Mais désormais, à une heure précise de la journée, quelque chose d'imperceptible manquait. Comme une note absente dans une mélodie que l'on croyait éternelle.

Chaque matin, le vieux monsieur apparaissait derrière la vitre -silhouette immuable- puis entraînait dans ce café du centre-ville où je travaillais. Il choisissait toujours la table près de la fenêtre. Je préparais son thé à la menthe préféré, avant même qu'il ne s'assoit. Il commandait chaque fois la même boisson. À la longue, nous étions devenus presque amis : je savais qu'il se couchait tôt la nuit, le métier qu'il avait exercé avant sa retraite, que ses enfants étaient tous mariés, et quel journal il lisait quotidiennement, en commençant par l'éditorial de la dernière page.

Il parlait peu, mais il parlait à sa manière. Dans la régularité de sa présence et de ses gestes, dans la lenteur de ses silences, il incarnait une sorte de routine familière qui nous rassurait. Inconnu pour la plupart des autres consommateurs qui ne faisaient que passer, il était devenu un repère, un petit morceau de l'âme de notre café.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE & POPULAIRE  
DIRECTION DE L'URBANISME, D'ARCHITECTURE  
ET DE LA CONSTRUCTION DE LA WILAYA DE MOSTAGANEM

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES**

NIF : 099827019002032

La direction de l'urbanisme, d'architecture et de la construction de la wilaya de MOSTAGANEM lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales relatif aux études de la révision des plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme

- LOT 01 : PDAU de la commune de Ain Noulssy
- LOT 02 : PDAU de la commune de Hassi Mameche

**ELIGIBILITE DES SOUMISSIONNAIRES :** Le présent avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales s'adresse à l'ensemble des bureaux d'études agréés et groupement de BET et les architectes agréés, inscrits dans le tableau national des architectes, ainsi que les ingénieurs en urbanisme agréés ayant avoir :

> réalisés, durant les dix dernières années, au moins quatre 04 études de PDAU (dont au moins 02 PDAU de communes chefs lieu de Daira ou de Wilaya)

Les projets d'études seront justifiés par des attestations de bonnes exécutions délivrées par un maître d'ouvrage public.

> un chiffre d'affaire moyen supérieur ou égal à 4 000 000,00 DA dans les trois dernières années (2022, 2023 et 2024)

NB/ - Le soumissionnaire peut soumissionner pour un ou plusieurs lots et peut être retenu pour un ou plusieurs lots NEANMOINS les moyens matériels et humains seront notés séparément pour chaque lot (les moyens matériels et humains ne peuvent être prises en compte qu'une seule fois par lot)

> Toute offre ayant obtenu une note technique inférieure à 30 points (note minimum) sera éliminée

- Si le soumissionnaire obtient une note de 00 points dans l'un des critères, son offre sera écartée
- La note maximale du critère délais sera calculée sur la base du délai le plus court parmi les offres pré qualifiées techniquement
- L'évaluation de l'offre financière par la commission d'évaluation des offres tiendra compte de l'offre la moins distante du soumissionnaire.

Conformément à l'article 67 du décret Présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;

- Les offres comprendront un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière à savoir :

**Le dossier de candidature contient :**

- une déclaration de candidature remplie, signée, cachetée et datée ;
- une déclaration de probité remplie, signée, cachetée et datée ;
- l'agrément du bureau d'études agréé en cours de validité (pour le BET privé) ;
- Copie de l'extrait du registre de commerce pour les sociétés
- Copie du statut dans le cas où le soumissionnaire est une société.
- Copie du registre de commerce et/ou statut du bureau d'étude pour personne morale ;
- Copie des extraits de rôle datant de moins de (03) mois portant « inscrit » ou « non inscrit » au fichier national des fraudeurs
- Copie de mises à jour (CNAS-CASNOS) en cours de validité ;
- L'original des extraits du casier judiciaire du soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique et du gérant ou du bureau d'étude lorsqu'il s'agit d'une société de moins de (03) mois ;
- L'attestation d'immatriculation fiscale (NIF) ;
- Attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt légal des comptes sociaux pour les personnes morales (exercice 2023) ;
- Références professionnelles du bureau d'étude fournies par les maîtres de l'ouvrage public ;
- Liste nominative visée par les services du CNAS ou attestation d'affiliation pour chaque cadre moins de (03) mois ;
- Un état des moyens matériels avec justifications. (concernant le matériel roulant le soumissionnaire doit présenter la carte grise appuyée par la police d'assurance et le contrôle technique ainsi que les factures d'achat pour les matériels non -roulants)

**L'offre technique contient :**

- une déclaration à souscrire remplie, signée, cachetée et datée ;
- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
- mémoire technique rempli signée et cacheté.

**L'offre financière contient :**

- la lettre de soumission remplie, signée, cachetée et datée ;
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) remplie, signée, cachetée et datée ;
- le bordereau des prix unitaires remplie, signée, cachetée et datée

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination du bureau d'études, la référence et l'objet de l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – études de révision des plans directeurs d'aménagement et d'urbanisme »

- LOT 01 : PDAU de la commune de Ain Noulssy
- LOT 02 : PDAU de la commune de Hassi Mameche

Conformément à l'article 69 du décret Présidentiel N°15-247 du 02 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

Si les documents précités ne sont pas remis dans le délai requis ou s'il s'avère après leur remise qu'ils comportent des informations non conformes à celles figurant dans la déclaration de candidature, l'offre concernée est écartée, et le service contractant reprend la procédure d'attribution du marché.

Si après signature du marché, le service contractant découvre que des informations fournies par le titulaire du marché public sont erronées, il prononce la résiliation du marché aux torts exclusifs du partenaire cocontractant.

Les offres seront déposées au bureau d'ordre général auprès de la direction de l'Urbanisme, d'Architecture et de la Construction de la wilaya de Mostaganem « cité administrative la salamandre »

Conformément à l'article 71 du décret Présidentiel N°15-247 du 02 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les soumissionnaires sont invités, par écrit, par le biais du service contractant, à compléter leurs offres techniques, dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date d'ouverture des plis, sous peine de rejet de leurs offres, par les documents manquants ou incomplets exigés.

En tout état de cause, sont exclus de la demande de complément tous les documents émanant des soumissionnaires qui servent à l'évaluation des offres ;

**NB :** les offres adressées par voie postale ne seront pas acceptées.

- La date de dépôt des offres est fixée les 15 ème jours de la première parution de l'avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP, L'heure de dépôt des offres est fixée de 8h00 à 12h00.

Si le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

- La période de validité des offres est fixée par la durée de préparation des offres augmentées de 03 mois

- Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le même jour à 13h30 au siège de la D.U.A.C de Mostaganem.

**LA DIRECTRICE**

ANEP N° 2631001931 Le Quotidien d'Oran 08/02/2026



AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT  
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°01/2026

La société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz SPA, sise à la zone industrielle d'Ain-Bouhekif-Tiaret, Algérie NIF N° : 001214042326511, dénommée SAFAV-MB, lance un Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacités minimales, en vue de fourniture de « Transport de Fourgons » du Port de Mostaganem au site de SAFAV-MB à Ain-Bouhekif-Tiaret.

**Conditions d'Éligibilité des Soumissionnaires**

L'Appel d'Offre National Ouvert s'adresse à toute personne (s) physique (s) ou morale(s), publique(s) ou privée(s), disposant d'un registre de commerce en cours de validité. Seuls les candidats remplissant cumulativement les deux (02) conditions suivantes seront considérés :

1. **Spécialisation :** Être spécialisé dans le Transport de Véhicules (justifié par un Registre de Commerce).
2. **Capacité de Flotte :** Le candidat doit disposer d'une flotte d'au moins cinq (05) attelages (tracteur + semi-remorque surbaissée spécialisée) pour le transport de véhicules (avec justificatifs de propriété à l'appui).

⚠ **Attention :** Toute offre ne respectant pas ces deux (02) critères d'éligibilité sera rejetée.

**Note sur la Capacité :** En plus des cinq (05) attelages minimaux requis dont il est propriétaire, le candidat est autorisé à inclure dans son offre d'autres moyens de transport similaires supplémentaires dont il n'est pas le propriétaire direct.

**Détails du Transport :**

- **Marchandise à transporter :** Véhicule Fourgon (Dimensions : Longueur x Largeur x Hauteur = 7,4m x 2,4m x 2,7m) ; (Poids = 3 320 kg)
- **Quantité totale à transporter :** 2 200 véhicules fourgons
- **Plan de Transport :** 2 200 véhicules seront expédiés en neuf (09) rotations. Chaque rotation concerne 380 véhicules et est espacée de 10 à 12 jours. La capacité journalière prévisionnelle de transport varie entre 60 et 80 véhicules (maximum).
- **Période du plan de transport :** du 01/02/2026 au 15/03/2026 ;

**Modalités de Soumission**

- **Objet de l'Offre :** Les candidats peuvent soumissionner pour le transport de la totalité ou d'une partie des 2 200 véhicules ;
- **Assurance Obligatoire :** Le soumissionnaire, dont l'offre est retenue, doit garantir que la marchandise sera assurée à hauteur de Douze (12) Millions de Dinars Algériens par attelage.

**Critères d'Évaluation des Offres :**

Une ou plusieurs offres pourront être retenues selon le processus d'évaluation suivant :

1. **Sélection Initiale :** L'offre affichant le prix le plus bas est retenue en premier.
2. **Sélection Complémentaire :** Si le soumissionnaire retenu avec l'offre la moins chère n'a pas la capacité de transporter la totalité des véhicules selon la capacité journalière de transport défini plus haut, l'offre ou les offres immédiatement supérieures seront également retenues.
3. **Objectif Final :** Le processus se poursuit jusqu'à ce que le transport des 3 300 véhicules soit intégralement couvert par les offres sélectionnées.

Les offres de candidature, technique et financière sont insérées dans trois enveloppes séparées et fermées, indiquant sur l'extérieur de chacune, respectivement comme suit :

**Dossier de candidature :** comprenant les documents suivants :

- Copie du registre de commerce ;
- Copie du numéro d'identification fiscale « NIF » ;
- Statuts de la société ;
- Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats ;
- Attestation de bonne exécution selon l'objet de l'avis d'appel d'offres, si requis

« Dossier de candidature - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°01/2026 »  
Fourniture de Transport de Fourgons

**L'offre technique :** comprenant les documents suivants :

- Quantités et caractéristiques des moyens de transport ;
- Tous documents permettant d'évaluer l'offre technique.

« Offre technique - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°01/2026 »  
Fourniture de Transport de Fourgons

**L'offre financière :** comprenant les documents suivants :

- Devis quantitatif et estimatif ;
- Montant des mesures d'accompagnement ;
- Tous montants ou prix liés à l'offre.

« Offre financière - A ne pas ouvrir- Appel d'Offre N°01/2026 »  
Fourniture de Transport de Fourgons

Les enveloppes renfermant le dossier de candidature, l'offre technique et financière doivent parvenir sous plis fermé à l'adresse suivante :

Secrétariat des commissions des marchés,  
Société Algérienne pour la Fabrication de Véhicules de marque Mercedes-Benz  
BP 061, zone Industrielle Ain Bouhekif 14040/ Tiaret.

L'enveloppe extérieure doit être strictement anonyme et ne devra comporter que la mention :

« À n'ouvrir que par la Commission d'Ouverture des Plis et d'Evaluation des Offres »  
Appel d'offre N°01/2026  
Fourniture de Transport de Fourgons

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 120 jours à compter de la date d'ouverture des plis ;
- La date limite de dépôt des offres est fixée à sept (07) jours de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offre dans les deux journaux quotidiens nationaux à 14h00 ;
- L'ouverture des plis aura lieu le même jour de la date limite de dépôt des offres à 14h30, les soumissionnaires sont invités à y assister.

**Contacts :**

Tel : (213) 670 613 234 / 046 24 94 01

Email : secretariat\_marche@safavmb.dz

log@safavmb.dz

ANEP N° 2631100088 Le Quotidien d'Oran 08/02/2026



## Epstein Files La faillite morale du milliard doré et la fin du monopole occidental des valeurs

Par Salah Lakoues

La publication de millions de pages issues des archives judiciaires américaines sur l'affaire Jeffrey Epstein n'a pas seulement ravivé l'un des scandales les plus sordides de l'ère contemporaine. Elle a surtout levé le voile sur une vérité systémique que l'Occident s'est longtemps efforcé de dissimuler : la coexistence d'un discours moral universel et d'une pratique d'impunité réservée aux élites. L'affaire Epstein ne relève pas de la déviance individuelle ni du simple fait divers criminel. Elle constitue un révélateur géopolitique majeur, exposant la faillite morale du « milliard doré » - cette minorité humaine qui concentre richesses, pouvoir normatif et capacité de coercition, tout en se présentant comme l'arbitre mondial du bien et du mal. Derrière les jets privés, les îles sécurisées et les forums économiques feutrés, se dessine un système où la compromission devient un instrument de gouvernance, où la transgression est tolérée lorsqu'elle est utile, et où la justice cesse d'exister dès qu'elle menace le sommet. À l'inverse, les 7 milliards d'habitants du Sud global apparaissent non comme des complices, mais comme les victimes structurelles d'un ordre mondial fondé sur la prédation, le chantage et l'asymétrie.

### LES EPSTEIN FILES NE RACONTENT DONC PAS SEULEMENT LA CHUTE D'UN HOMME

Ils racontent la fin d'un mythe : celui d'un Occident moralement supérieur, légitime à juger, sanctionner et rééduquer le reste du monde.

### La faillite morale du milliard doré :

Les Epstein Files comme radiographie d'un ordre mondial en décomposition. Un scandale qui révèle un système La publication, le 30 janvier 2026, de près de trois millions de pages issues du Department of Justice américain relatives à l'affaire Jeffrey Epstein ne relève pas d'un simple fait divers judiciaire. Elle constitue un événement politique global, révélateur d'un ordre mondial fondé moins sur le droit et les valeurs proclamées que sur l'impunité, la compromission et le chantage. L'affaire Epstein agit comme un prisme brutal mettant en lumière la faillite morale du « milliard doré » - cette minorité humaine concentrant richesses, normes, récits et pouvoir décisionnel qui prétendait incarner l'universalité de la démocratie et des droits humains.

### LE MILLIARD DORÉ : DE L'ÉLITE DOMINANTE À L'ÉLITE POURRIE

Le concept de « milliard doré » désigne les sociétés occidentales centrales et leurs élites dirigeantes. Les Epstein Files révèlent que ce milliard n'est pas seulement privilégié : il est structurellement pourri. Pourri moralement, par la banalisation de la transgression. Pourri politiquement, par l'usage de la compromission comme outil d'in-

fluence. Pourri juridiquement, par une impunité systémique réservée aux cercles du pouvoir. Ce qui apparaît n'est pas une somme de dérives individuelles, mais un écosystème fermé, évoluant entre jets privés, palais sécurisés, fondations opaques et grands forums économiques internationaux. Dans cet univers, Jeffrey Epstein n'apparaît pas comme un prédateur isolé, mais comme un facilitateur central de compromissions.

### LE RÉSEAU EPS- TEIN-MAXWELL : LA COMPROMISSION COMME INSTRU- MENT DE POUVOIR

Les éléments révélés dessinent les contours d'une logistique sophistiquée : Iles privées techniquement équipées, résidences sécurisées, jets privés reliant capitales financières, centres politiques et hubs offshore. Tout indique une architecture pensée pour produire, archiver et rendre exploitables des situations compromettantes. L'hypothèse de connexions indirectes avec des services de renseignement occidentaux - américains, israéliens ou alliés - ne constitue pas une accusation judiciaire, mais un questionnement géopolitique légitime, tant le chantage et la collecte d'informations sensibles sont des pratiques historiques de contrôle des élites.

### LA FINALITÉ N'ÉTAIT PAS LE SCANDALE, MAIS LA CAPACITÉ DE MANIPULATION

Des élites compromises deviennent des élites pilotables : Pilotables sur des votes, Pilotables sur des orientations économiques, Pilotables sur des choix stratégiques majeurs - qu'il s'agisse de politiques du FMI, d'alignements géopolitiques ou de décisions au sein de l'OTAN.

Les jets privés ne transportaient pas seulement des individus. Ils reliaient la dépravation privée à la décision publique. Le lien dialectique : chantage doré = pillage global Epstein n'était pas un pédocriminel isolé, mais un nœud logistique au service d'un système plus large. Dans ce schéma, la déviance n'est pas une fin : elle est un moyen. La compromission crée une vulnérabilité organisée, plus efficace que la contrainte directe. Ainsi se dessine le lien dialectique fondamental : Chantage privé au sommet, Alignements politiques en aval, Décisions économiques et stratégiques conformes aux intérêts du milliard doré. Politiques d'ajustement structurel, sanctions économiques, guerres indirectes, inerties diplomatiques : Le pouvoir ne s'exerce plus seulement par la force ou le droit, mais par la maîtrise des faiblesses humaines. Le pillage global ne commence pas dans les mines ou les champs pétroliers. Il commence dans les salons feutrés, les avions privés et les zones grises du pouvoir, là où l'éthique a été dissoute.

### LES 7 MILLIARDS DU SUD GLOBAL : MASSES EXPLOI- TÉES, SOUVERAI- NETÉS CIBLÉES

À l'opposé de cet entre-

soi doré et pourri, les 7 milliards d'habitants du Sud global - en Afrique, au Maghreb, en Asie et en Amérique latine - n'apparaissent jamais comme bénéficiaires du système. Ils en sont les victimes structurelles. Leur rôle est assigné : Fournisseurs de matières premières, Réceptacles de déchets toxiques et industriels, Réservoirs de main-d'œuvre bon marché, Terrains de guerres par procuration et d'instabilité chronique. Les victimes directes du réseau Epstein - souvent mineures, issues de milieux précaires, invisibilisées socialement incarnent cette même logique : Des corps consommables, jetables, sans protection institutionnelle. Il n'y a pas de corruption universelle. Il y a une domination verticale. Les peuples du Sud global ne sont ni pourris ni complices. Ils sont ciblés, contraints, martyrisés.

### ALGÉRIE : UNE ANOMALIE STRATÉGIQUE QUI DÉRANGE

L'absence totale d'implication d'élites algériennes dans les Epstein Files n'est pas anodine. Elle confirme que certains États du Sud ne sont pas intégrés au système de compromission du milliard doré. L'Algérie dérange parce qu'elle : Conserve une mémoire anticoloniale active, Défend une souveraineté énergétique, Refuse l'alignement automatique, Maintient une armée nationale issue d'une guerre de libération, Assume une vision multipolaire fondée sur l'équilibre. Dans ce contexte, les tentatives de rumeurs, de désinformation ou de narratifs hostiles apparaissent comme des outils de pression, non comme des révélations sincères. L'Algérie n'est pas une anomalie morale. Elle est une anomalie stratégique pour un système habitué à la soumission. La faillite morale comme tournant historique. Ce que révèle l'affaire Epstein dépasse la criminalité. Elle marque la fin du monopole moral occidental. Le milliard doré continue à parler de démocratie, de droits humains et de valeurs universelles, tout en protégeant une élite dont la dépravation est devenue fonctionnelle au système. Quand la justice s'arrête là où commence le pouvoir, Quand la morale devient un outil de communication, Le récit s'effondre. L'Occident ne chute pas. Il se révèle. Vigilance ou capitulation. L'affaire Epstein n'est ni anecdotique ni close. Elle expose l'écart abyssal entre la justice réelle, celle due aux victimes invisibles, et l'impunité dorée réservée aux élites du pouvoir. Le véritable pourrissement ne concerne pas les peuples, mais le milliard doré, dont la faillite morale menace l'équité mondiale. Face à un système fondé sur l'opacité, le chantage et la prédation, les peuples du Sud global incarnent aujourd'hui la continuité de la lutte anticoloniale, déplacée vers les champs économique, informationnel et moral. Dans un monde où les dominants ont perdu toute légitimité éthique, La vigilance, la transparence et la souveraineté narrative demeurent les armes essentielles. Il ne s'agit plus seulement de résister. Il s'agit de ne pas capituler face au mensonge moral d'un ordre en décomposition.

## ملبنة نوميديا قسنطينة

MAIL : laiterienumidia@yahoo.fr

### AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, LA LAIERIE NUMIDIA SPA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national AN- NASR n°12/DA/2025 paru dans le quotidien national Le QUOTIDIEN D'ORAN et relatif à l'achat des emballages en 19 lots séparés.

Qu'à l'issue de l'analyse et de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement au soumissionnaire suivant :

ENTREPRISE	LOT	NIF
EURL GD TRADING	01	001809080986838
EURL FLY CHEMICALS	02	000316002162160715
EURL GD TRADING	03	001809080986838
EURL GD TRADING	04	001809080986838
EURL FLY CHEMICALS	05	000316002162160715
TONIC INDUSTRIE SPA	06	001116098326307
TONIC INDUSTRIE SPA	07	001116098326307
EURL GD TRADING	08	001809080986838
EURL GD TRADING	09	001809080986838
EURL GD TRADING	10	001809080986838
ETS CHERIFI ABDENOUR	11	168161303050171
ETS CHERIFI ABDENOUR	12	168161303050171
ETS CHERIFI ABDENOUR	13	168161303050171
ETS CHERIFI ABDENOUR	15	168161303050171
ETS CHERIFI ABDENOUR	16	168161303050171
ETS CHERIFI ABDENOUR	17	168161303050171
ETS CHERIFI ABDENOUR	18	168161303050171
ETS CHERIFI ABDENOUR	19	168161303050171

Les soumissionnaires nos retenus peuvent introduire leurs recours auprès la commission des marchés, la date limite de dépôt des recours et fixé à dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis aux journaux nationaux.

ANEP N° 2625100082

Le Quotidien d'Oran 08/02/2026

## APARTEMENTS

■ Oran : Loue F3, 3° Haï Khemisti, Akid Lotfi, clim, ch/c, meublé top, résidence fermée + parking ; libre de suite. Prix après visite -Tél : 0553.28.11.49

■ Vds F2, 1° , C/V + F4, 100 m², 1° , plateau + F4, 10° Miramar + local 35 m² avec sanitaires Miramar + local 50 m², avec sous-pente, Med Khemisti Oran ; Poss promesse de vente (crédit bancaire) Cabinet imm VICTORIA, 4 rue Mohamed Khemisti Oran - Tél : 041.36.16.43 / 0557.87.64.93

## VILLAS

■ Urgent : A vendre villa, actée, 226 m², deux façades, sous-sol - rdc, 1° étage, centre ville TERGA, à 45 min d'Oran et 5 min plages. Prix 1,3MD nég - Possibilité en plusieurs fois - Tél : 0657.27.53.56 (whatsApp : 0033.62.08.46.445)

■ A vendre niveau de villa, 1° étage, sup 114 m², acte + L/F à Gotni commune de Boufatis. W. d'Oran ; accepte échange contre appart à Oran - Tél : 0664.88.70.85 - 0654.37.96.34

## DIVERS

■ Les nouvelles lignes téléphoniques de la Clinique d'Ophtalmologie «NOUR» Oran, 6 rue Soufi Zoubida Maraval Oran : 042.03.66.23 - 042.03.63.17 - 042.03.62.86

■ Vends licence importation véhicule w-laya d'Oran - 0663.38.74.26

■ A louer licence de taxi, ville d'Oran - Tel : 0698.96.60.94

## EMPLOIS

■ Société privée à Oran, recrute secrétaire maîtrisant l'Anglais et le Français, niveau universitaire. Envoyer CV par email : emiratestayeb@gmail.com

## LOCAUX

■ Location RDC, 140 m², avec 1° étage 300 m², à Oran, face rd-point très fréquenté ; aire de stationnement disponible convient toutes activités (meuble, gde super, bureau, agence... etc.) Etudie toutes propositions. Tel : 0658.43.71.66

### PENSÉE

A la mémoire de **BENASSER Rahma**, épouse de **M. Hadj Kaddour de Jdioua (w. Relizane)**  
C'était hier une année déjà, depuis que tu nous as quittés laissant derrière toi un vide que nous comblons en songes, une présence encore d'amour et de sagesse. Chez tous ceux qui te chérissent. Ton fils Hocine, ton époux, tes frères et sœurs. Ta grande famille. Repose en paix avec tes enfants Ta maman, tes parents et tes nièces.  
« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons. »  
إن شاء الله وإنا إليه راجعون

M. Hadj Kaddour

OFFICE PUBLIC DE L'HUISSIER DE JUSTICE  
Maître TAHRAOUI BAHOUS  
Huissier de Justice près le Tribunal d'Arzew  
Adresse : Rue Mohamed Fertas N° 175 Arzew  
Tél : 05-54-10-14-48/ 06-60-80-11-01  
E-mail : maître.tahraoui.b@live.fr

**AVIS DE VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES**  
Uniquement sur SOUMISSIONS CACHETÉES

Il sera procédé le 16 février 2026 à 10h30, au profit de : SOTRAZ SPA - Société de Transport d'ARZEW

• Obs : Les visiteurs souhaitant participer à la vente aux enchères doivent s'inscrire auprès de l'Office public à l'avance d'un délai de 48 heures.

N°	Désignation	IMMATRICULATION
01	VP Peugeot Partner	29189-112-31
02	VP Hyundai New Accent VP Hyundai New Accent	13952-110-31 14106-110-31
03	Auto-Car Nissan Civilian 30 P Auto-Car Nissan Civilian 30 P Auto-Car Nissan Civilian 30 P	00288-408-31 00290-408-31 00182-409-31
04	Auto-Car Nissan Civilian 30 P Auto-Car Nissan Civilian 30 P	00349-408-31 00217-409-31
05	Auto-Car Nissan Civilian 30 P Auto-Car Nissan Civilian 30 P	00353-408-31 00329-409-31
06	Auto-Car Nissan Civilian 30 P Auto-Car Nissan Civilian 30 P	00359-408-31 00194-409-31
07	Auto-Car Nissan Civilian 30 P Auto-Car Nissan Civilian 30 P	00317-409-31 00332-409-31
08	Auto-Car Toyota HZB50L 30 P Auto-Car Toyota HZB50L 30 P Auto-Car Toyota HZB50L 30 P	00173-405-31 00615-407-31 00492-407-31
09	Auto-Car Toyota HZB50L 30 P Auto-Car Toyota HIACE 15 P	00478-407-31 00611-407-31

Conditions de Participation : Vente sans garantie et en l'état

• Visite et participation à la vente aux enchères publiques réservées uniquement aux détenteurs d'un cahier des charges délivré par le cabinet de l'Huissier.

• Le paiement de la caution de garantie (Indiqué dans le cahier des charges) pour chaque lot et le dépôt de soumissions se feront avant le jour de la vente aux enchères. Au plus tard le 15 février 2026, avant 16H00 (Aucune soumission ne sera acceptée le jour de la vente).

Maître B.TAHRAOUI  
Huissier de Justice



## Réalisation d'un réservoir d'eau à Haï Akid Othmane à Arzew Mise en service du projet avant la saison estivale

**Les travaux de réalisation d'un réservoir d'eau au niveau de Haï Akid Othmane au niveau de la corniche dans la commune d'Arzew avance bien.**

K. Assia

Le projet est à un taux de 60% et sera réceptionné selon les prévisions de l'APC avant le début de la saison estivale, un apport considérable pour pallier les insuffisances notamment en cette période de l'année où la demande en cette denrée vitale est multipliée par deux. Ainsi et lors d'une visite effectuée sur site, le maire d'Arzew accompagné des élus locaux s'est enquis de l'avancement des travaux qui seront réceptionnés dans les délais de sorte que le projet entrera en service avant la saison estivale ce qui garantira un approvisionnement quotidien et régulier en eau. L'opération s'inscrit dans le cadre du renforcement du réseau d'approvisionnement en eau potable, permettant une augmentation de la capacité de stockage et assurant la continuité de l'alimentation en cette

denrée vitale. Dans ce registre, les services de la commune soulignent leur engagement à poursuivre le suivi sur le terrain et à respecter les normes techniques et les délais, ce qui permet d'améliorer la qualité du service public et répondre ainsi aux attentes de la population. Il y a lieu de noter que ce projet porte sur la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 1.000 m<sup>3</sup>, un apport considérable pour toute la zone de la corniche arzewienne. Longtemps attendu, le projet va répondre aux besoins exprimés en eau de la population de Haï Akid Othmane, Fontaine des gazelles et aussi Haï Boutafeha qui ont toujours été confrontés au problème des perturbations dans l'alimentation en eau potable.

Notons par ailleurs qu'au niveau local, plusieurs actions de renforcement de branchements pour alimenter la partie est en AEP à partir de

l'usine de l'eau de mer de Cap Blanc sont lancées par la SEOR. Il s'agit de renforcer les branchements et ce pour pallier au manque des ressources en cas d'arrêt programmé ou de panne de l'usine de dessalement d'El Mac-taa ou du système MAO (Mostaganem-Arzew-Oran). La station de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc est d'une capacité de 300.000 m<sup>3</sup>/jour avec un réseau de distribution de 48 kilomètres de canalisations et deux réservoirs, le premier de 50.000 m<sup>3</sup> situé à Aïn Tassa (commune d'Aïn El Kerma) et le second de 30.000 m<sup>3</sup> à Bousfer (daïra d'Aïn El Turck). Il s'agit d'un projet stratégique inauguré en février 2025 par le président de la République et qui vise à sécuriser l'AEP dans la wilaya d'Oran, avec un impact indirect sur cinq wilayas de l'Ouest du pays, à savoir Aïn Témouchent, Sidi Bel-Abbès, Relizane, Mostaganem et Mascara.

### Université d'Oran 2

## Un colloque national sur la propreté de l'environnement et la gestion des déchets



J. Boukraa

L'Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed a abrité, fin de semaine, à la bibliothèque de la Faculté des sciences sociales, un colloque national organisé en mode présentiel et à distance, intitulé : «Propreté de l'environnement et gestion des déchets ménagers : du diagnostic à l'élaboration d'une feuille de route durable pour la wilaya d'Oran ». Cette rencontre scientifique a été organisée à l'initiative de la Faculté des sciences sociales et de l'Unité de recherche en sciences humaines pour les études philosophiques, sociales et humaines, en coordination avec l'Association d'éducation environnementale et de développement durable - Oran. Le colloque s'est déroulé en présence du recteur de l'Université d'Oran 2, le professeur Ahmed Chaâlal, ainsi que de nombreux acteurs institutionnels et associatifs.

Ce rendez-vous académique a constitué un espace de réflexion,

d'échange et de partage d'expériences autour des problématiques liées à la gestion des déchets ménagers, à la propreté du cadre de vie et aux défis environnementaux actuels, notamment dans le contexte urbain de la wilaya d'Oran. Les interventions ont mis en lumière les dysfonctionnements existants, tout en proposant des solutions concrètes et innovantes visant à améliorer les mécanismes de gestion des déchets et à promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement.

Les travaux du colloque ont connu une large participation d'universitaires, de chercheurs et de spécialistes des questions environnementales, aux côtés de représentants de la Direction de l'environnement de la wilaya d'Oran, d'entreprises économiques activant dans le domaine du recyclage, ainsi que de nombreuses associations de la société civile engagées dans la protection de l'environnement. Les débats ont insisté sur la nécessité d'une approche intégrée et durable, fondée sur la sen-

sibilisation citoyenne, le renforcement des politiques publiques, la valorisation des déchets et l'implication de l'ensemble des acteurs locaux, afin d'aboutir à une feuille de route claire et opérationnelle adaptée aux spécificités de la wilaya d'Oran.

À l'issue des travaux, les organisateurs ont procédé à la remise de distinctions honorifiques à plusieurs intervenants et participants, en reconnaissance de leurs contributions scientifiques et de leur engagement en faveur de la réussite de cet événement. Ce colloque vient confirmer, une nouvelle fois, le rôle central de l'université dans l'accompagnement des enjeux environnementaux, ainsi que dans le renforcement du partenariat entre la recherche scientifique et son environnement social et économique, au service d'un développement durable et responsable. Un rendez-vous scientifique porteur d'espoir pour une meilleure gestion environnementale et un cadre de vie plus sain à Oran.

## Hassi Bounif et Ayayda Des constructions et des extensions illicites rasées

D. B.

En application des instructions des pouvoirs publics, les services de la commune de Hassi Bounif ont lancé il y a quelques jours une opération de démolition des extensions et des constructions illicites en cours de réalisation dans la localité de Hassi Bounif. Cette opération supervisée par le maire a été menée en collaboration avec les forces de sécurité et a permis de raser cinq fondations à Haï Emir Khaled. L'opération s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale visant à lutter contre les atteintes aux terres agricoles et les extensions non conformes à la réglementation en vigueur. Les constructions illégales, souvent réalisées sur des terrains agricoles ou des zones inappropriées, constituent une menace importante pour le patrimoine foncier et l'aménagement urbain harmonieux.

En réponse à cette problématique, les autorités locales, en coordination avec les services de sécurité, ont adopté une approche stricte et proactive pour freiner ce phénomène qui compromet le développement durable de la région. Cette opération n'est que le début d'une série d'interventions prévues dans différentes zones identifiées comme étant des points sensibles. Les services compétents travaillent actuellement à recenser d'autres sites concernés et à planifier des actions similaires dans les semaines à venir. Dans le même cadre et en application des directives du wali d'Oran, des piliers et des fondations érigées illicitement sur des terrains agricoles ont été démantelés par les services de l'APC de Aïn El Bia relevant de la daïra de Béthioua. Cette opération pilotée par la commune s'est déroulée en présence des éléments de la brigade de la gendarmerie et a visé des constructions en cours de réalisation sur un terrain agricole sis dans le village de Ayayda.

En effet, toutes les dispositions ont été prises pour mener à ter-

me cette campagne qui vise à préserver le domaine public et à lutter efficacement contre les habitations illicites. Sur ce, on saura que l'APC de Aïn El Bia a mobilisé des moyens matériels pour démolir ces fondations et démanteler ces piliers et ce en application des dispositions de la loi n°97-29 qui porte sur l'interdiction de tous els travaux illégaux sur des terrains agricoles et non dédiés à la construction. Dans ce registre, la commune de Aïn El Bia insiste sur l'importance et l'impact de ces contrôles dans la préservation des terrains publics et confirme qu'elle continuera à prendre toutes les mesures légales nécessaires pour lutter contre le phénomène de l'empiètement sur l'espace public des terres. Elle souligne également qu'elle veillera au respect des plans de construction dans toute la commune, sans compromis ni exception. Par ailleurs, dernièrement 122 nouvelles habitations érigées sans autorisation sur des terres agricoles avaient été démolies dans la commune de Aïn El Bia lors d'une vaste opération pilotée par le chef de daïra de Béthioua et regroupant le maire de Aïn El Bia, les services de la gendarmerie et aussi les éléments de la protection civile. Il s'agit de constructions récentes érigées illicitement sur des terrains agricoles dans le village de Ayayda. Le détournement de ces terres pour des constructions non autorisées non seulement enfreint la loi, mais met également en péril l'écosystème rural et l'équilibre des ressources naturelles. Les autorités appellent les citoyens à faire preuve de vigilance et à signaler toute tentative d'occupation illégale des terrains. Elles rappellent également que des sanctions sévères sont prévues pour les contrevenants, conformément à la législation en vigueur. La continuité de ces efforts permettra d'assurer un développement territorial équilibré et durable, tout en protégeant les ressources foncières essentielles pour l'avenir de la région.

## Salle de soins Chahid Gandouz Baghdad à Mers El Kebir Les travaux de réhabilitation à un taux appréciable

J. Boukraa

Les travaux de réhabilitation de la salle de soins « Chahid Gandouz Baghdad », située dans la commune de Mers El Kébir, ont atteint un taux d'avancement estimé à près de 60%. Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour moderniser les infrastructures sanitaires de proximité et améliorer les conditions de prise en charge des patients.

Les opérations engagées portent sur la réhabilitation globale du bâtiment, incluant la rénovation des salles de consultation, la remise à niveau des réseaux d'électricité et de plomberie, ainsi que l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité, conformément aux normes sanitaires en vigueur. Les travaux visent également à offrir un

meilleur cadre de travail au personnel médical et paramédical, tout en assurant un accueil plus adapté et plus confortable aux citoyens.

Cette réhabilitation permettra de renforcer la capacité de la structure à répondre efficacement aux besoins de santé de la population locale, notamment en matière de soins de première nécessité. À travers ce projet, les autorités locales confirment leur volonté de promouvoir un service public de santé de qualité et de rapprocher davantage les soins des citoyens. Une fois achevée et mise en service, la salle de soins réhabilitée contribuera à alléger la pression sur les autres établissements de santé et à améliorer durablement la couverture sanitaire au niveau de la commune de Mers El Kebir.

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

20 chaâbane 1447				
El Fedjr 06h32	Dohr 13h17	Assar 16h15	Maghreb 18h41	Icha 20h01







## Oran, souveraine de lumière, gardienne de mémoire

Par Laala Bechetoula

Sous la pierre de Santa Cruz, dans l'épaisseur du Murdja, court un passage que peu de visiteurs connaissent encore. Un tunnel ancien, creusé à une époque où la ville devait survivre autant qu'exister, permettait de circuler hors de vue, de surgir ailleurs, de disparaître pour mieux tenir. Il est là, discret, enfoui. Peu d'Oranais l'ont parcouru. Mais tous pourraient le comprendre.

Car Oran n'a jamais été une ville de surface.

Elle se vit en profondeur.

Elle garde sous ses pierres ce que d'autres exposent.

Elle sourit sans jamais se livrer entièrement.

Avant les forteresses, avant les canons, avant les sièges, il y eut un nom : Wahrân.

Un nom ancien, dense, chargé de relief. On raconte que la ville serait née sous le regard de deux lions. L'image est belle, et elle est restée. Mais la langue rappelle un fond berbère ancien, lié au lion, à la force, à la présence. Oran serait ainsi, littéralement, la terre des lions. Non comme une fable décorative, mais comme une trace du réel, d'un paysage habité où l'on a appris très tôt à tenir.

Ce double héritage - légende et précision - ne contredit pas la ville. Il la définit. Oran n'a jamais eu besoin de simplifier son identité pour être aimée. Elle peut porter la poésie et l'archive, la mémoire orale et la recherche savante. Elle peut être populaire sans être superficielle, lumineuse sans être naïve. Et dès que l'on prononce son nom, on entend déjà sa vocation : une ville qui tient, une ville qui garde, une ville qui résiste.

La baie d'Oran n'est pas un décor. Elle est une scène.

Une ouverture vers le large, mais aussi un miroir de mémoire. Ville carrefour, ville portuaire, ville frontalière, Oran a connu les occupations et les reconquêtes. Prise en 1509, fortifiée comme un verrou méditerranéen, elle devient pendant des siècles un point stratégique convoité. Mais la ville n'est jamais digérée : elle est tenue, jamais possédée. En 1708,

elle est reprise. En 1732, elle retombe. En 1792, elle est définitivement libérée. Ces dates ne sont pas des notes de bas de page : elles sont des preuves. Oran est algérienne par reconquête, par obstination, par continuité humaine.

La mémoire moderne prolonge cette profondeur.

Ahmed Zabana, premier martyr guillotiné de la guerre de libération nationale, appartient à cette géographie morale. Son nom traverse la ville avec gravité. Il rappelle que la souveraineté n'est jamais abstraite : elle a des dates, des visages, un prix. Oran a donné au pays l'un de ses premiers martyrs modernes ; la ville en porte la trace avec sobriété.

Oran a donné des combattants, mais elle a aussi adopté des écrivains. Yasmina Khadra - Mohamed Moulleshou - n'est pas né à Oran, mais la ville l'a accueilli comme l'un des siens. Certaines villes adoptent par convenance ; Oran adopte par affinité. Elle reconnaît les tempéraments, les fidélités, les regards. Khadra appartient à cette famille élargie que la ville se compose au fil du temps.

Oran est aussi une architecture. Une ville qui se regarde autant qu'elle se traverse.

Le musée d'Oran conserve les traces visibles.

La gare ferroviaire, avec ses lignes élégantes, rappelle une époque où l'architecture accompagnait le mouvement. L'hôtel Royal demeure une silhouette digne.

Et là-haut, Santa Cruz veille. Depuis le Murdjajo, la baie s'ouvre comme une respiration. On comprend alors qu'Oran n'est pas seulement construite : elle est disposée, presque orchestrée.

Mais la ville ne s'arrête pas à ses monuments. Elle se déploie.

De Bethioua à Arzew, poumon énergétique de l'Ouest algérien, l'espace oranais respire par ses artères industrielles et portuaires. Puis la route longe la mer, traverse Mers El-Kébir, atteint les Andalouses, s'étire jusqu'à Ain El-Turck. La lumière y devient un quotidien. C'est cela, le Grand Oran : une constellation urbaine et humaine. Puis l'on revient

vers le cœur.

Gambetta et ses façades chargées de souvenirs.

El Hamri, nerveux, populaire, essentiel.

Seddikia, contemporaine.

Maraval, plus calme.

Es Sénia, ouverte.

Chaque quartier possède une tonalité. Chaque rue une mémoire. Chaque place une conversation.

Il existe des lieux que seuls les Oranais reconnaissent immédiatement : des cafés où l'on s'assoit sans regarder l'heure, des terrasses où l'on refait le monde sans prétention, des coins de rue où l'on échange des nouvelles avant même de commander.

Et puis il y a la karantika.

Humble, brûlante, souveraine.

Chaque Oranais a son adresse.

On la mange vite, mais on y revient toujours. Ce n'est pas qu'un plat : c'est un repère. La ville descend ensuite vers la corniche.

Canastel, ses bâtiments face à la mer. Le vent salé qui se mêle aux conversations.

Le Théâtre de verdure, ouvert sur l'horizon, voit défiler les voix du raï.

Car Oran est une ville musicale.

Le raï en est l'expression la plus directe. Le raï est né dans les quartiers, dans les fêtes, dans les cafés. Cheikh Hamada posa les bases. Cheikha Remitti donna au genre sa parole libre. Ahmed Wahby et Blaoui Houari introduisirent une modernité musicale. Puis vinrent Cheb Khaled, Cheb Mami, Cheb Sahraoui, Cheba Fadela, Houari Benchenet, Chaba Zahouania. Le raï devint urbain, électrique, universel.

Au cœur de cette histoire se trouvait Disco Maghreb.

Son propriétaire, Boualem, accueillait les jeunes artistes, enregistrerait leurs premières chansons, diffusait leurs cassettes. Beaucoup de voix majeures sont passées par là. Le lieu fut une matrice sonore pour toute une génération.

La musique circulait par des radios pirates.

À El Hamri, les cassettes se vendaient de main en main.

Des cabarets discrets permettaient de tester les chansons.

Le raï se forgeait dans le contact direct avec la ville.



Puis vint Cheb Hasni.

Sa voix douce, intime.

Sa disparition en 1994 marqua profondément la ville.

Depuis, certaines de ses chansons flottent encore dans l'air d'Oran.

La ville se souvient.

Mais Oran ne chante pas seulement.

Elle joue. Elle écrit. Elle filme.

Abdelkader Alloula, dramaturge majeur, donna au théâtre algérien une profondeur populaire et intellectuelle rare. Son assassinat en 1994 a marqué la ville. Mais son théâtre demeure une référence vivante. Le théâtre d'Oran, gardé par ses lionceaux, reste un symbole.

Le cinéma a trouvé à Oran un décor naturel.

Ses rues, sa lumière, ses contrastes en font une ville photogénique. Sirat Boumediène, Blaha et d'autres figures culturelles ont contribué à cette scène vivante où musique, théâtre et parole se croisent.

Oran ne produit pas seulement des artistes.

Elle produit des figures.

Des sportifs, d'abord.

Le football y est une langue. Lakhdar Belloumi, figure majeure du football algérien, reste associé à cette élégance du jeu que l'on identifie à l'Ouest. Autour de lui, des générations de joueurs ont appris sur les terrains de quartier.

Des journalistes aussi, qui ont fait de la ville un espace de parole.

Des entrepreneurs, des enseignants, des médecins, des figures discrètes du service public.

Une ville se mesure aussi à ceux qui

la servent sans bruit.

On parle souvent de la bonté des Oranais.

Ce n'est pas une formule.

C'est une réalité vécue.

La conversation vient facilement.

Le sourire se donne sans calcul.

La ville a appris à accueillir sans se perdre.

Aujourd'hui, Oran s'impose comme une destination majeure. Sa lumière, sa mer, son patrimoine attirent au-delà des frontières. Mais la ville ne séduit pas seulement par ses paysages. Elle séduit par son âme. On y vient pour voir ; on y reste pour ressentir.

Une ville tient par ce qu'elle écrit d'elle-même.

Oran continue de se raconter chaque jour.

Dans ses pages, dans ses rues, dans ses voix.

Elle refuse de devenir un décor figé.

Elle demeure une ville vivante.

Oran n'est pas seulement belle. Elle est fondée.

Elle a été assiégée, prise, reprise. Elle a caché des tunnels quand il fallait résister.

Elle a donné des martyrs, des écrivains, des musiciens.

Elle a construit des gares, des cafés, des théâtres.

Elle a regardé la mer et choisi la vie.

Et tant qu'elle continuera d'être cette ville ouverte, généreuse, profondément humaine, elle restera fidèle à elle-même.

Parce qu'ici, sous la lumière, les pierres se souviennent.

Et la ville veille.



# La logique politique de la violence arbitraire de Trump



PAR TIMOTHY  
SNYDER

Premier titulaire de la chaire d'histoire européenne moderne à la Munk School of Global Affairs and Public Policy de l'université de Toronto et membre permanent de l'Institut des sciences humaines de Vienne, est l'auteur ou l'éditeur de 20 ouvrages.

L'exécution d'Alex Pretti, un infirmier de 37 ans travaillant dans une unité de soins intensifs et citoyen américain, par des agents de l'ICE (Immigration and Customs Enforcement) et de la police des frontières dans les rues de Minneapolis, dans le Minnesota, a été filmée sous tous les angles par des observateurs courageux et vue par des personnes du monde entier. Elle fait suite au meurtre public de Renée Nicole Good, une mère de 37 ans originaire de Minneapolis et également citoyenne américaine, au début du mois, et à un nombre incalculable de morts et de disparitions restées invisibles dans des camps de concentration américains tels que «Alligator Alcatraz».

Dans ce contexte, le radical est devenu pragmatique. Trump et toutes les autres personnes responsables de ces atrocités devraient être destitués et condamnés. L'ICE devrait être dissoute, tout comme son agence mère, le département de la Sécurité intérieure. Les personnes qui ont tué,

**TORONTO – L'horreur morale provoquée par le deuxième mandat du président américain Donald Trump est incontestable.**

tant en public qu'en privé, devraient faire l'objet d'une enquête et être traduites devant des juges et des jurys. La logique qui sous-tend ces meurtres est toutefois aussi importante que les meurtres eux-mêmes. Bien que ce soit une vérité en soi, l'horreur morale est également un signe des mensonges et de l'illégalité de l'administration, une logique politique connue des régimes totalitaires soviétiques et nazis du XXe siècle, et des tentatives de remplacer l'État de droit par la tyrannie personnelle.

Dans un régime constitutionnel comme celui des États-Unis, la loi s'applique partout et à tout moment. Dans une république comme l'Amérique, elle s'applique à tout le monde. Pour que cette logique du droit soit démantelée, le tyran en herbe cherche des failles dans le système qui peuvent être exploitées.

L'une de ces failles est la frontière, là où le pays s'arrête. Comme la loi s'arrête là aussi, une manœuvre évidente pour le tyran est de transformer tout le pays en une frontière où aucune règle ne s'applique. Joseph Staline l'a fait dans les années 1930, avec les zones frontalières et les déportations qui ont précédé la Grande Terreur. Hitler l'a fait aussi en 1938, avec des raids contre les immigrants qui visaient les Juifs

sans papiers et les forçaient à fuir le pays.

Trump, de son propre aveu et de celui des membres de son cabinet, suit le même scénario. Il utilise l'ICE, nominalement une autorité frontalière, pour imposer son arbitraire personnel à un État américain de son choix – un bastion du Parti démocrate avec un idéalisme civique profondément enraciné. Il n'est pas légal d'attaquer une ville pour ses opinions politiques, ni d'inonder ses rues d'agents fédéraux pour obtenir des informations sur les électeurs d'un État. La frontière devient le prétexte pour contourner la loi partout, à tout moment et contre n'importe qui.

C'est la brèche qui peut être ouverte. Le levier, ce sont les mensonges, qui commencent par des clichés et des mêmes que le gouvernement nous martèle dans la tête et que les médias répètent, sans réfléchir ou avec malveillance.

L'un de ces clichés est «l'application de la loi», qui est répété à l'envi comme une incantation. «L'application de la loi» n'est pas un nom comme «table» ou «maison»; ce n'est pas une chose figée. C'est une action, un processus que les Américains ont le droit de voir et de juger par eux-mêmes. Les personnes qui font respecter la loi ne portent pas de masques, ne commettent pas d'intrusions, d'agressions, de violences et de meurtres à leur guise. Les exécutions publiques menées par les sbires de Trump rendent un très mauvais service aux autorités locales, étatiques et fédérales dont le travail consiste à assurer efficacement l'ordre public, en particulier lorsque cette terreur d'État est définie comme

«application de la loi». Les mensonges se poursuivent sous forme d'inversions provocatrices, ou ce que j'ai appelé «mots dangereux» dans mon livre *On Tyranny*. Dans ce cas, l'administration Trump utilise les termes «terroriste» et «extrémiste» – longtemps privilégiés par les tyrans – pour diffamer ceux qui ont été tués par leurs politiques. Leur «message» reflète ce qu'Hannah Arendt appelait «la banalité du mal» – ou, comme le disait Václav Havel, le mal de la banalité. Les mots deviennent réalité avec la collaboration de ceux qui les entendent. En ce sens, ceux qui mentent activement sont complices des meurtres commis dans le Minnesota et de tous ceux qui pourraient suivre. Mais ceux qui, dans les médias, choisissent de traiter la propagande comme une information, qui partent de mensonges plutôt que d'événements, sont également complices. La frontière est la fissure, les mensonges sont le coin, et ceux qui acceptent ces mensonges l'élargissent.

Les mots ont leur importance, qu'ils soient prononcés pour la première fois ou répétés. Ils créent une atmosphère, ils normalisent – ou non. Nous devons choisir de voir, d'appeler les choses par leur nom, de condamner ceux qui mentent.

Derrière l'horreur morale de ces exécutions publiques se cache une logique politique. Les deux sont liés. Ceux qui résistent à l'illégalité et aux mensonges de l'administration Trump le comprennent. À Minneapolis et dans de nombreux autres endroits, ils font ce qu'il faut et donnent à la république américaine menacée ses meilleures chances de survie.

## Les droits de douane sont plus destructeurs que vous ne le pensez



PAR SEBNEM  
KALEMLI-ÖZCAN

Professeur d'économie à l'université Brown et directeur du Global Linkages Lab, est un ancien conseiller politique principal au Fonds monétaire international et ancien économiste en chef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à la Banque mondiale.

Leurs nouvelles utilisations vont même jusqu'à contraindre les alliés à céder du terrain, l'administration Trump menaçant huit pays européens de droits de douane supplémentaires afin de tenter de prendre le contrôle du Groenland, le tout sous le prétexte de la sécurité économique nationale. Mais une grande partie du débat sur les droits de douane, y compris les menaces de Trump concernant le Groenland, repose sur des cadres économiques dépassés qui négligent une caractéristique déterminante de l'économie mondiale moderne : les réseaux de production et de financement profondément interconnectés. Grâce à ces réseaux, les droits de douane peuvent produire des résultats très différents de ceux prévus par les modèles économiques traditionnels.

Plutôt que d'entraîner des distorsions limitées et temporaires, ils peuvent générer une inflation persistante, des pertes de production importantes et de puissantes répercussions internationales, l'incertitude liée à la menace des droits de douane se répercutant sur le domaine financier – des effets qui peuvent mettre un certain temps à se concrétiser.

La raison est simple : dans l'économie actuelle, les droits de douane ne constituent pas seulement un choc sur la demande, mais aussi un choc sur l'offre. S'il est toujours vrai que les droits de douane orientent la demande vers les produits nationaux, la production nationale dépend désormais fortement des intrants intermédiaires importés. Des composants manufacturiers à l'énergie, en passant par la logistique et les services aux entreprises, les entreprises s'approvisionnent à l'échelle mondiale et dépendent de chaînes d'approvisionnement et de réseaux financiers transfrontaliers complexes. Lorsque les

droits de douane augmentent le coût des intrants importés, ils augmentent directement les coûts marginaux des entreprises et les coûts d'exploitation partout et en tout lieu.

Ces coûts plus élevés se répercutent ensuite sur tous les secteurs et tous les pays par le biais des réseaux de production. Les industries qui ne semblent exposées qu'indirectement, telles que les services ou la fabrication en aval, peuvent subir des augmentations de coûts et des pressions sur les prix substantielles. En conséquence, les droits de douane faussent non seulement ce que les consommateurs achètent, mais aussi la manière dont les entreprises produisent et investissent. À mesure que la production diminue, la productivité baisse et des pressions inflationnistes apparaissent bien au-delà des secteurs initialement visés.

Pire encore, cette inflation peut perdurer. Dans de nombreux secteurs, les entreprises ne modifient leurs prix que rarement, en raison de contrats préexistants, de coûts d'ajustement ou de considérations stratégiques. Ces rigidités nominales font que les chocs de coûts ne se traduisent pas par des changements immédiats des prix, mais se manifestent plutôt progressivement. Et dans une économie multisectorielle où les intrants et les extrants sont liés, cet ajustement progressif génère des effets persistants, car les variations de prix passées continuent d'influencer l'inflation actuelle. Même après la disparition d'un choc tarifaire, ses effets peuvent persister à mesure que la hausse des coûts se répercute sur l'ensemble du réseau de production. Ce mécanisme modifie fondamentalement le compromis entre inflation et production auquel sont confrontées les banques centrales. L'inflation n'augmente pas de manière ponctuelle, mais dans le cadre d'un processus prolongé. Pour la contenir, la politique monétaire doit rester restrictive plus longtemps, ce qui amplifie les pertes de production. L'économie peut ainsi connaître une stagnation – une hausse de l'inflation accompagnée d'une baisse de la production – même lorsque les droits de douane sont temporaires.

De plus, ce résultat ne nécessite pas d'hypothèses extrêmes concernant la substitution des importations (si ou quand un pays remplace les produits étrangers par

**PROVIDENCE – Les droits de douane à l'importation, autrefois considérés principalement comme des instruments visant à protéger les industries nationales sous prétexte d'améliorer la balance commerciale, sont désormais utilisés pour affaiblir les rivaux géopolitiques et créer une incertitude stratégique.**

des produits nationaux). Même si les entreprises peuvent finalement changer de fournisseurs, les complémentarités dans les réseaux de production garantissent que l'ajustement aux droits de douane temporaires sera lent et coûteux.

Les droits de douane remodelent également la dynamique financière mondiale. En règle générale, dans les économies où les marchés financiers sont incomplets, les taux de change réagissent non seulement aux prix relatifs, mais aussi aux transferts de richesse induits par la politique commerciale. Lorsqu'une grande économie impose des droits de douane, sa monnaie s'apprécie, reflétant un changement dans la demande mondiale et un transfert de pouvoir d'achat vers le pays qui impose ces droits. Si la balance commerciale peut s'améliorer dans un premier temps, l'appréciation du taux de change implique des déficits commerciaux soutenus dans le temps. Pourquoi alors le dollar s'est-il déprécié depuis que le président américain Donald Trump a lancé sa guerre tarifaire mondiale en avril dernier ? La réponse est que l'impact économique des droits de douane ne se limite pas à leur mise en œuvre.

Les droits de douane annoncés mais non appliqués peuvent être tout aussi perturbateurs, et l'incertitude supplémentaire en matière de politique commerciale et économique peut affaiblir la monnaie du pays qui les impose, comme cela a été le cas aux États-Unis au cours de l'année écoulée. Lorsque les entreprises et les ménages anticipent de futures barrières commerciales, ils ajustent immédiatement leur comportement, anticipant les importations, réévaluant les devises et révisant leurs plans de consommation et d'investissement. Si les intermédiaires financiers exigent des économies de précaution supplémentaires et des primes de risque plus élevées, le dollar se déprécie même en cas de droits de douane modestes ou de simples menaces de droits de douane. Ces ajustements dictés par les anticipations peuvent générer des pressions déflationnistes et des pertes de production avant même que les droits de douane ne soient

imposés. Ainsi, l'incertitude elle-même devient un puissant canal de transmission de la politique commerciale, amplifiant la volatilité des marchés des biens et des marchés financiers.

Compte tenu de cette dynamique, trois enseignements se dégagent. Premièrement, la politique commerciale ne peut être évaluée indépendamment des réseaux de production. Les modèles qui ignorent les liens entre les intrants et les extrants au sein des réseaux de production et des chaînes d'approvisionnement mondiales sous-estiment systématiquement les pertes de production et ne parviennent pas à saisir la persistance de l'inflation. Deuxièmement, la politique monétaire joue un rôle décisif dans l'évolution des droits de douane. Une politique monétaire passive permet aux pressions inflationnistes de persister, tandis qu'un resserrement agressif aggrave les récessions. De plus, les réactions des banques centrales étrangères sont tout aussi importantes que celles des banques centrales nationales pour déterminer les résultats mondiaux. Troisièmement, dans un monde caractérisé par des chaînes de valeur mondiales, les droits de douane ne sont pas un outil politique localisé.

Ils constituent un choc macroéconomique et financier mondial, quel que soit leur objectif, dont les effets se propagent au-delà des frontières, des secteurs et du temps grâce aux réseaux mondiaux et aux anticipations des marchés financiers. Lorsque les gouvernements reconsidèrent le recours aux droits de douane pour assurer la sécurité économique nationale ou exercer une influence géopolitique, ils doivent reconnaître que les coûts dépassent largement les industries et les pays visés, créant des risques pour leur propre pays.

Dans l'économie interconnectée d'aujourd'hui, les droits de douane et les menaces de droits de douane ne sont pas des instruments précis aux effets prévisibles. Ils constituent une force brutale et déstabilisante qui peut facilement générer une stagnation mondiale s'ils sont introduits sans tenir compte de la structure sous-jacente de la production mondiale.



# Quand la désinformation tue

**MELBOURNE** – Trois personnes, dont deux enfants, sont décédées de la rougeole aux États-Unis en 2025. Leurs décès auraient pu être évités. L'année dernière, 2 267 cas de rougeole ont été confirmés aux États-Unis, soit plus de sept fois les 285 cas recensés en 2024, et le nombre le plus élevé depuis plus de 30 ans. Tous ces cas auraient également pu être évités. Alors, pourquoi ne l'ont-ils pas été ?



PAR PETER SINGER

Professeur d'éthique médicale au Centre d'éthique biomédicale de l'Université nationale de Singapour et professeur émérite de bioéthique à l'Université de Princeton\*

Pendant deux décennies, Robert F. Kennedy Jr., qui a été confirmé au poste de secrétaire du département américain de la Santé et des Services sociaux en février dernier, a promu des théories sans fondement liant les vaccins à l'autisme. Il a affirmé que les vaccins avaient « empoisonné toute une génération d'enfants américains », et ses déclarations ont probablement contribué à la baisse des taux de vaccination aux États-Unis. Cela a entraîné une forte augmentation de l'incidence de la rougeole. Depuis son entrée en fonction, M. Kennedy a licencié des scientifiques expérimentés d'un comité consultatif clé sur les vaccins et les a remplacés par des sceptiques. Il a également retiré le financement destiné au développement de vaccins à ARNm, la méthode de développement de nouveaux vaccins qui a permis la production rapide de vaccins très efficaces contre la COVID-19, sauvant probablement plusieurs millions de vies. M. Kennedy a suggéré de prendre de la vitamine A comme alternative à la vaccination contre la rougeole, après quoi certains parents texans ont donné à leurs enfants des doses si élevées que ceux-ci ont présenté des symptômes de toxicité.

Le rejet des normes scientifiques habituelles en matière de santé publique n'est pas seulement un problème américain. En Slovaquie, le Premier ministre Robert Fico a nommé Peter Kotlár, chirurgien orthopédiste et militant anti-vaccins, pour enquêter sur la réponse du pays à la pandémie. Dans son rapport d'octobre 2024, Kotlár a décrit la COVID-19 comme « un acte de bioterrorisme » destiné à « tester la naïveté de la population mondiale à suivre les ordres de manière subliminale ». Le rapport affirmait également, sans preuve, que les vaccins à ARNm modifient l'ADN humain et recommandait leur interdiction.

Dans une société libre, les individus peuvent exprimer leurs opinions non fondées sur les vaccins, les scientifiques avertis peuvent les réfuter, et les responsables de la santé publique doivent examiner les preuves et agir en conséquence. Dans de rares cas, les opinions contraires au consensus scientifique s'avèrent vraies et deviennent une nouvelle orthodoxie.

Les responsables de la santé publique occupent des fonctions à haute responsabilité, car ils élaborent des politiques qui touchent des millions de personnes. Les vaccins font partie des interventions médicales les plus testées de l'histoire. Pourtant, les sceptiques comme Kennedy exigent toujours plus d'études, tout en acceptant des normes de preuve bien moins rigoureuses pour leurs propres affirmations : anecdotes, données choisies de manière sélective et théories du complot sur les entreprises pharmaceutiques.

Lorsque la couverture vaccinale tombe en dessous des seuils critiques, l'« immunité collective » – la protection dont bénéficient les populations vulnérables grâce aux taux de vaccination élevés dans la population générale – est perdue et les maladies évitables réapparaissent. Nous le savons

grâce à des précédents historiques et à des exemples contemporains comme la Roumanie et maintenant le Canada, où la rougeole était considérée comme éradiquée.

Sous le communisme en Roumanie, la vaccination des enfants était obligatoire et la rougeole avait été efficacement éliminée. Si la chute de la dictature de Ceaucescu a apporté des libertés bienvenues et que l'adhésion à l'UE a amélioré le niveau de vie, l'une des conséquences a été que certains vaccins sont devenus facultatifs. En 2023, le taux de vaccination contre la rougeole en Roumanie était tombé à 62 %, contre 95 % lors de l'introduction du vaccin, et en 2024, le pays comptait plus de 30 000 cas de rougeole, dont 23 décès.

Certains responsables affirment qu'ils ne font que respecter la liberté individuelle. Mais la liberté des adultes compétents de faire leurs propres choix ne s'étend pas aux décisions qui nuisent à autrui. Refuser la vaccination des enfants revient exactement à cela. Les enfants fréquentant la maternelle ou l'école primaire doivent être vaccinés, non seulement parce que cela les protège et qu'ils sont trop jeunes pour faire leurs propres choix, mais aussi parce que le refus de la vaccination augmente le risque pour les autres enfants trop jeunes pour être vaccinés, ainsi que pour les personnes immunodéprimées qui ne peuvent pas être vaccinées et pour la communauté dans son ensemble lorsque l'immunité collective est compromise.

Kennedy se présente comme un combattant contre le pouvoir des entreprises pharmaceutiques, en citant des scandales réels tels que la promotion de l'OxyContin par Purdue Pharma. Mais les cas bien documentés de malversations d'entreprises ne justifient pas le rejet de toute une catégorie d'interventions médicales dont la sécurité et l'efficacité sont étayées par des preuves scientifiques prove-

nant de chercheurs indépendants, d'agences de santé publique du monde entier et de décennies de données démographiques. L'idée selon laquelle ce consensus scientifique mondial serait une vaste conspiration est tout à fait invraisemblable.

Lorsque les responsables gouvernementaux agissent sur la base de croyances infondées concernant les risques liés aux vaccins, des personnes meurent, comme les enfants texans non vaccinés qui ont contracté la rougeole. Ceux qui exercent un pouvoir sur la politique de santé sont responsables de ces conséquences. L'imprudence épistémique – persister dans des croyances contredites par des preuves accablantes alors que de nombreuses vies dépendent de la justesse de ces croyances – est un manquement éthique fondamental.

Bien sûr, la compréhension scientifique n'est jamais parfaite ni définitive. Les questions légitimes sur la sécurité des vaccins méritent d'être étudiées sérieusement, c'est pourquoi il existe des systèmes de surveillance de la sécurité des vaccins et que les effets indésirables rares sont étudiés avec soin. Mais il y a une grande différence entre une recherche de bonne foi et une résistance idéologique à des preuves irréfutables.

Le mépris des preuves scientifiques par les exposants à la vaccination produit aujourd'hui exactement les dommages prévus par les experts : épidémies, décès évitables et effritement des progrès en matière de santé publique qui ont pris des décennies à réaliser. Cela doit cesser maintenant, avant que les conséquences ne deviennent véritablement catastrophiques.

Les gouvernements devraient nommer des responsables possédant l'expertise scientifique nécessaire et respectant les preuves. Les agences de santé publique devraient fonctionner selon le consensus scientifique, et non selon une idéologie politique. Et lorsque des responsables manifestent un attachement durable à des opinions contredites par les preuves, ils devraient être démis de leurs fonctions, afin qu'ils ne puissent pas traduire ces opinions en politiques aux conséquences mortelles.

\*Auteur de *The Life You Can Save* (Random House, 2009) et le fondateur de l'organisation à but non lucratif du même nom.

## La financiarisation n'améliorera pas la santé mondiale

**NAIROBI** Au cours des cinquante dernières années, l'économie de la santé mondiale était simple. Les pays riches accordaient des subventions aux pays pauvres, qui utilisaient ces fonds pour répondre aux besoins de leur population en matière de santé. Le succès était mesuré en termes de services fournis ou de vies sauvées, plutôt qu'en termes de bilans financiers équilibrés. Si ce modèle était loin d'être parfait, l'approche qui le remplace aujourd'hui – axée sur l'utilisation d'outils tels que les garanties et le financement mixte pour attirer les capitaux privés – risque de produire des résultats encore pires.



PAR WALTER O. OCHIENG<sup>1</sup> ET TOM ACHOKI<sup>2</sup>



1- Médecin et chercheur en santé mondiale à l'Africa Institute for Health Policy  
2- Ancien boursier Sloan au MIT, est médecin et cofondateur de l'Africa Institute for Health Policy.

Les critiques à l'égard de l'approche fondée sur les subventions sont légitimes. Les subventions sont limitées, proviennent de budgets publics restreints et sont soumises à la politique des pays donateurs. L'aide publique au développement (APD) en faveur de la santé stagne en termes réels depuis la fin des années 2010, alors même que les besoins ont augmenté. De plus, le système basé sur les subventions fait largement appel à des programmes de santé verticaux, qui poursuivent des objectifs spécifiques, mesurables, restreints et souvent à court terme. Comme ces programmes ont leurs propres systèmes d'approvisionnement, leurs propres exigences en matière de rapports et leurs propres priorités, qui sont parallèles aux objectifs nationaux généraux, ils ont tendance à conduire à des systèmes de santé plus fragmentés, et non à des systèmes plus solides.

Plus fondamentalement, le système basé sur les subventions rend les bénéficiaires responsables devant les donateurs plutôt que devant les citoyens. Les « affectations » des donateurs – qui limitent les contributions à des projets, des objectifs ou des lieux spécifiques – créent des incitations perverses, car elles ont souvent une portée limitée et reflètent une vision à court terme. En conséquence, les pays peuvent se retrouver avec des cliniques de tuberculose flambant

neuves, mais sans fonds pour les services de santé infantile de base. De plus, les subventions engendrent souvent une dépendance, les services s'effondrant dès que les fonds se tarissent.

Plutôt que de remédier aux faiblesses du système basé sur les subventions, les institutions de financement du développement et les pays donateurs souhaitent toutefois les supprimer, arguant que l'adoption du « capital catalytique » peut permettre d'atteindre une échelle suffisante sans augmenter les lignes budgétaires. Une évaluation indépendante a révélé qu'entre 2015 et 2024, le Groupe de la Banque mondiale a émis collectivement plus de 60 milliards de dollars de garanties, principalement pour mobiliser des investissements privés dans les pays à faible et moyen revenu. Les institutions de financement du développement vantent désormais les ratios d'additionnalité – « pour chaque dollar public, les sources privées apportent 5 dollars » – comme principal indicateur de réussite, y compris dans les investissements liés à la santé.

Cependant, une fois passé le jargon, il apparaît clairement que cette nouvelle architecture fausse le paysage des risques en socialisant les pertes, tout en privatisant les profits et le contrôle. Bien sûr, l'objectif est de modifier la répartition des risques. Par exemple, les garanties impliquent qu'une entité (généralement publique ou philanthropique) s'engage à intervenir si un emprunteur fait défaut sur un prêt accordé par des investisseurs privés. Permettre aux acteurs privés de bénéficier d'avantages financiers et réputationnels, avec des risques de perte limités, réduit le coût du capital pour les projets jugés socialement utiles.

Les résultats sont toutefois loin d'être anodins. Les bailleurs de fonds prétendent faire preuve de prudence budgétaire, mais ils s'engagent à remplir des obligations qui se concrétisent lorsque les choses tournent mal. Étant donné que les chocs couverts – tels que la dépréciation monétaire, l'instabilité politique, les changements réglementaires et la faiblesse de la demande – sont très fré-

quents dans les pays à faible revenu, les chances que les bailleurs de fonds aient à payer sont élevées. Les gouvernements bénéficiaires, quant à eux, restent liés par leurs obligations de remboursement, souvent libellées en devises étrangères.

Prenons l'exemple de la fabrication de vaccins. Les garanties peuvent réduire les risques pour les usines et encourager la production locale, ce qui constitue un véritable bien public, en particulier dans une région comme l'Afrique, qui importe plus de 99 % de ses vaccins. La demande de vaccins est néanmoins volatile, l'approvisionnement dépend fortement des bailleurs de fonds et les marges sont faibles. Pour rendre les projets rentables, les garanties vont souvent au-delà des coûts de construction et couvrent les risques liés à l'écoulement des produits ou les pertes de change pendant plusieurs années. Lorsque la demande de vaccins s'est effondrée après la pandémie de COVID-19, les responsabilités des fabricants n'ont pas disparu ; elles ont été transférées aux acteurs publics qui avaient pris en charge le risque.

Cette redistribution des risques influe sur la prise de décision. Les acteurs privés sont peu incités à faire preuve de discipline lorsqu'ils savent que leurs pertes sont couvertes. Les garants exposés à des risques sont également plus enclins à mettre l'accent sur la viabilité financière des projets que sur les besoins du système de santé. Les services générateurs de revenus (hôpitaux urbains, diagnostics, soins tertiaires) sont privilégiés par rapport aux investissements à faible marge (soins primaires, salaires des travailleurs, cliniques rurales) qui offrent les gains les plus rentables en matière de santé. La plupart des investissements privés dans le domaine de la santé que les institutions de financement du développement ont mobilisés dans les pays à faible revenu ont été consacrés aux hôpitaux et aux établissements spécialisés.

Les garanties flattent la croyance technocratique selon laquelle le principal obstacle à la santé mondiale est l'argent – et, plus précisément, la structu-

re du financement. Le plus grand obstacle est néanmoins la politique, tant dans les pays donateurs que dans les pays bénéficiaires. Les garanties ne peuvent pas créer un financement durable de la santé lorsque l'assiette fiscale est faible, le poids de la dette élevé et la confiance dans les institutions publiques faible. Les pays à faible revenu dépendent aujourd'hui plus pour le service de la dette extérieure que pour la santé publique – une contrainte qu'aucun effet de levier ne peut surmonter.

En outre, les garanties ne peuvent pas changer l'économie politique nationale. Les gouvernements sous-investissent dans la santé même lorsqu'ils ont accès à des capitaux, car les dépenses de santé offrent des avantages diffus, tandis que d'autres priorités – la sécurité, le clientélisme et les infrastructures visibles – offrent des retours politiques plus concentrés. Les garanties ne peuvent pas non plus fournir les dépenses récurrentes à long terme – notamment en matière de personnel, de maintenance et de logistique – qui sont nécessaires au fonctionnement d'un système de santé. Les capitaux privés n'aiment pas les frais généraux et les dépenses d'exploitation ; ils préfèrent les actifs, les contrats et les sorties.

Cela ne veut pas dire que les garanties n'ont pas leur place dans la santé mondiale. Elles doivent cependant être utilisées avec parcimonie, en toute transparence et pour des biens publics authentiques, tels que la préparation aux pandémies, les capacités de production régionales ou les systèmes de surveillance transfrontaliers. Elles doivent être évaluées non pas en fonction du montant des capitaux privés qu'elles mobilisent, mais en fonction de leur capacité à renforcer les systèmes de santé sans transférer des risques insoutenables à des gouvernements fragiles.

Dans le même temps, les donateurs doivent honorer leurs engagements actuels en matière de subventions et augmenter l'APD globale. Des efforts doivent également être faits pour soutenir la mobilisation des ressources nationales dans les pays à faible et moyen revenu, par exemple en renforçant les systèmes fiscaux et en améliorant la gouvernance.

La santé mondiale ne souffre pas d'un manque d'instruments financiers intelligents. Elle souffre d'un manque de financement prévisible pour payer les infirmières, maintenir les cliniques ouvertes et garantir que les médicaments arrivent à temps. Le discours sur l'effet de levier peut séduire ceux qui prennent les décisions de financement, mais il ne contribuera guère à améliorer les systèmes de santé sur le terrain.



## Naâma

### 80 kg de kif saisis, 13 arrestations

Les services de Sûreté de la wilaya de Naâma ont procédé, durant la semaine écoulée, dans de deux opérations distinctes, à l'arrestation de 13 suspects, avec la saisie de plus de 80 kg de kif traité en provenance du Maroc et la récupération d'environ 4 milliards de centimes, indique vendredi un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

La première opération "menée par

la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) au niveau de la ville d'Aïn Sefra, a permis la saisie de cette quantité de drogue dissimulée à l'intérieur d'un véhicule touristique et l'arrestation de six (6) membres de la bande criminelle, outre la récupération d'un véhicule utilisé dans des activités illicites", ajoute la même source.

La seconde opération menée par la brigade de lutte contre le trafic il-

licite de stupéfiants, relevant de la sûreté de Naâma, s'est soldée par "la neutralisation d'une autre bande criminelle activant dans la région de Mecheria, composée de sept (7) éléments et spécialisée dans le blanchiment des revenus issus du trafic illicite de stupéfiants". Les mis en cause ont été présentés devant les procureurs de la République près les tribunaux d'Aïn Sefra et de Mecheria, conclut le communiqué.

## Mascara

### Un salon du livre consacré au parcours de l'Emir Abdelkader



Les activités d'un salon de wilaya du livre consacré à l'histoire et au parcours de l'Emir Abdelkader ont été inaugurées, samedi à la bibliothèque publique "Moudjahid défunt Benfetta-Ahmed" de la wilaya de Mascara, dans le cadre de la commémoration du 193<sup>e</sup> anniversaire de la seconde allégeance (Moubayâa) à cette figure historique (4 février 1833).

Cette manifestation, organisée à l'initiative de l'établissement culturel précité, comprend une exposition d'un ensemble d'ouvrages mettant en lumière le parcours héroïque de l'Emir Abdelkader, ainsi que ses réalisations intellectuelles et politiques. Parmi ces ouvrages figurent notamment "L'Emir Abdelkader le poète" et "L'Emir penseur" de l'écrivain Achi-

rati Slimane, ainsi que "L'Emir Abdelkader et l'édification de la nation algérienne" du chercheur Abdelkader Boutaleb.

Un espace a également été réservé, dans le cadre de cet événement, à la présentation de plusieurs œuvres de l'Emir Abdelkader lui-même, telles que " Dhikra Al-Aqil wa Tanbih Al-Ghafil ", " Al-Mawaqif fi At-Tasawouf wa Al-Wa'dh wa Al-Irchad " et " Lettre aux Français ". Le premier jour de ce salon de trois jours, a connu une affluence notable de visiteurs, notamment des adhérents des structures culturelles du chef-lieu de la wilaya, ainsi que des étudiants, des chercheurs et des passionnés de l'histoire de la résistance de l'Emir Abdelkader. A ce propos, l'étudiant

Abdelkrim de l'Université "Mustapha-Stambouli" de Mascara a souligné, que cette manifestation constitue une initiative digne d'être saluée, car elle lui offre l'opportunité de consulter de nombreux ouvrages traitant du parcours et des réalisations de l'Emir Abdelkader, ce qui, a-t-il dit, l'aidera dans la préparation de son mémoire de master en histoire de l'Algérie moderne.

L'organisation de ce salon vise à mettre en lumière l'événement de la seconde allégeance à l'Emir Abdelkader, qui a eu lieu le 4 février 1833 à la mosquée "Sidi Hassan" de la ville de Mascara, ainsi qu'à faire connaître son parcours héroïque et ses réalisations intellectuelles, politiques et militaires, selon les organisateurs.

## Tindouf

### Campagne contre le gaspillage alimentaire

La Direction du Commerce de la wilaya de Tindouf se prépare à lancer une campagne d'information et de sensibilisation visant à informer les citoyens sur l'importance de la rationalisation de la consommation et de la lutte contre le gaspillage alimentaire, notamment à l'approche du mois sacré de Ramadhan.

Dans ce cadre, la Direction du Commerce a tenu une réunion de coordination regroupant les différents partenaires et acteurs concernés, en prévision du lancement des Journées nationales d'information et de sensibilisation sur la lutte contre le gaspillage alimentaire, initiées par le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. Cette initiative vise à rationaliser la consommation, à soutenir le pouvoir d'achat du citoyen et à mettre en valeur le rôle des marchés de proximité dans cette démarche.

La cheffe du bureau des relations avec les associations à la Direction du Commerce, Mme Souad Belgourari, a indiqué que la réunion préparatoire a été consacrée à l'élabo-

ration du programme de ces journées de sensibilisation, avec la participation de différents secteurs et organismes concernés.

Elle a ajouté que ce programme comprend plusieurs axes, notamment la sensibilisation aux risques des intoxications alimentaires, l'encouragement à l'utilisation des moyens de paiement électronique, la réduction de la consommation de sucre, de sel et de produits gras, ainsi que l'information sur les règles d'étiquetage des produits alimentaires et le respect des conditions d'hygiène et de la chaîne du froid lors des opérations d'exposition, de conservation et de stockage des denrées alimentaires.

La réunion a également abordé les perspectives d'élargissement des projets et des investissements dans le domaine des services commerciaux, en coordination avec les agences "NESDA" et "ANGEM", au profit des commerçants et des porteurs de projets activant dans ce domaine, selon la même source.

Mme Belgourari a signalé que la

feuille de route et le programme de ces journées de sensibilisation ont été enrichis par les propositions des différents partenaires. Le programme final et le lancement officiel des Journées nationales de sensibilisation sont prévus pour le 8 février 2026, en présence de l'ensemble des partenaires et acteurs, au siège de la wilaya.

Ce programme sera mis en œuvre à travers l'organisation de visites de terrain ciblant les universités, les cités universitaires et leurs restaurants, les établissements éducatifs, ainsi que des actions de sensibilisation dans les marchés de proximité, les restaurants pour personnes de passage, les établissements publics de santé.

Des activités de sensibilisation seront également organisées au sein des écoles coraniques, notamment féminines, compte tenu du rôle central que joue la femme dans l'ancrage de la culture de la consommation rationnelle et la lutte contre le gaspillage alimentaire au sein de la famille, a-t-on indiqué.

## Tlemcen

### Ramadhan : des aides pour 3.000 familles

L'ouverture de 14 restaurants d'iftar est prévue dans la wilaya de Tlemcen durant le prochain mois sacré de Ramadhan, selon la directrice de l'Action sociale et de la Solidarité, Mme Moufida El Abed. Mme El Abed a souligné à l'APS que, dans une première phase, 14 restaurants d'iftar seront ouverts, dont quatre seront gérés par le Croissant-Rouge algérien, tandis que les associations caritatives et les bienfaiteurs prendront en charge la gestion des autres restaurants, répartis à travers les différentes communes de la wilaya.

Elle a ajouté que l'opération se poursuit avec la réception des dossiers des personnes souhaitant ouvrir des restaurants similaires, en vue de leur délivrer les autorisations nécessaires pour exercer cette action solidaire.

La même responsable a souligné que les locaux destinés à abriter ces restaurants ont fait l'objet d'inspections par une commission mixte regroupant des représentants des directions du commerce, de la santé et de la protection civile, afin de s'assurer du respect des conditions d'hygiène et de salubrité. Elle a rappelé qu'au cours du dernier Ramadhan, 40 restaurants pour personnes de passage et familles démunies, avaient été ouverts à travers la wilaya.

Dans le même cadre, un programme a été arrêté en coordination avec la daïra de Sidi Djilali et le bureau de wilaya du Croissant-Rouge algérien, en vue de l'ouverture de restaurants de repas à emporter dans les communes frontalières de Sidi Djilali et d'El Aricha, durant tout le mois de Ramadhan, selon la même source.

Par ailleurs, une enveloppe financière de 300 millions de dinars a été consacrée à l'ac-

tion de solidarité en faveur des familles démunies durant le mois de Ramadhan. Cette dotation permettra, dans les prochains jours, le versement d'une aide de 10.000 dinars au profit de 3.000 familles, dans leurs comptes postaux, a-t-on indiqué.

Dans le cadre du soutien aux familles productives, la direction de l'Action sociale et de la Solidarité organise des campagnes de sensibilisation et des sessions de formation au profit des femmes rurales et des familles productives, afin de leur permettre de participer avec leurs produits aux marchés de proximité dédiés au mois de Ramadhan, en plus de formations sur les techniques de commercialisation. Environ 60 femmes rurales devraient prendre part à ces marchés de proximité programmés avant l'avènement du mois sacré.

Mme El Abed a également indiqué que la direction a élaboré un programme riche pour l'animation du mois de Ramadhan au niveau des différents établissements relevant de son secteur. Celui-ci comprend l'organisation des éliminatoires du concours de mémorisation du Saint Coran, l'accomplissement de la prière des tarawih pour les résidents des maisons de personnes âgées, ainsi que des soirées artistiques et des activités récréatives et éducatives au profit des personnes en situation de handicap moteur et mental. Le programme prévoit également des campagnes de sensibilisation animées par les membres des sept cellules de proximité de la wilaya, portant sur le jeûne, les conseils préventifs liés à l'arrêt du tabagisme et de la consommation de drogues, la rationalisation de la consommation, ainsi que l'organisation d'opérations de circonscription au profit des enfants.

## Saïda

### Travaux d'aménagement du centre de dépistage

Les travaux d'aménagement du Centre de dépistage, de diagnostic et de traitement de la wilaya de Saïda ont récemment été lancés, selon l'antenne locale de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS).

Le wali de Saïda, M. Amoumene Mermouri, a effectué, la semaine dernière, une visite d'inspection de l'avancement des travaux de ce Centre, supervisé par l'antenne locale de la CNAS au niveau du quartier El-Bordj dans la ville de Saïda. Il a affirmé que ce projet constitue un "acquis important" pour la wilaya. La même source a indiqué que cette structure sanitaire vise à offrir un espace médical moderne, doté des moyens et équipements médicaux les plus récents, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions d'accueil et à une prise en charge optimale des patients, tout en soutenant les

efforts de prévention et de dépistage précoce des maladies, notamment les cancers.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à développer les infrastructures sanitaires de la wilaya. Il est attendu que ce Centre, une fois mis en service, contribue à réduire la pression sur les établissements hospitaliers voisins et à élargir le réseau de soins et de diagnostic au profit des patients, a-t-on précisé.

Les délais de réalisation de ce Centre ont été fixés à quatre mois, pour une enveloppe financière dépassant 179,560 millions de DA, selon la même source.

Cet établissement de santé comprendra une unité de rééducation fonctionnelle, un service de radiologie, un laboratoire d'analyses médicales, une unité de chirurgie dentaire, ainsi qu'un service de consultations en psychologie médicale.



Alger

«Hisser la capitale au rang des grandes métropoles»

Le ministre, wali d'Alger, M. Mohamed Abdenour Rabehi a annoncé, lors de la session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), qu'un plan proactif global a été tracé par la wilaya d'Alger en prévision du mois sacré de Ramadhan, a indiqué vendredi un communiqué des services de la wilaya.

Dans une allocution prononcée hier jeudi, lors de la cérémonie d'ouverture de la session de l'APW, M. Rabehi a précisé qu'en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "la wilaya d'Alger a mis en place un plan proactif global en prévision du mois sacré de Ramadhan, dans le but de préserver le pouvoir d'achat, renforcer la solidarité et assurer les meilleures conditions et prestations aux citoyens".

Il a ajouté, à ce propos, que ce plan "élaboré en coordination étroite avec les membres de l'APW, repose sur la protection des familles à revenu limité, la régulation du marché et la garantie de la disponibilité des produits de large consommation", soulignant qu'une enveloppe financière a été mobilisée à cet effet, concernant l'allocation de solidarité.

Par ailleurs, et dans le cadre des

projets de la vision stratégique de développement et de modernisation de la wilaya d'Alger, M. Rabehi a affirmé que le projet de budget primitif pour l'exercice 2026 "consacre une vision de développement en harmonie avec l'ambition commune de hisser la capitale au rang des grandes métropoles, et de garantir la qualité et la continuité du service public au profit des citoyens en sus de l'amélioration de leur cadre de vie quotidien à travers le soutien des domaines liés à leur cadre de vie", selon la même source.

A cette occasion, il a salué le "soutien et l'accompagnement dont ont bénéficié les projets réalisés au cours des années 2024 et 2025 par l'APW", notamment dans le secteur de l'habitat, ce qui a permis la "distribution de près de 70.000 logements, toutes formules confondues, un chiffre représentant plus de 8% du parc immobilier de la capitale".

A la même période, une amélioration

notable des indicateurs de l'emploi au niveau de la wilaya d'Alger a également été enregistrée, selon M. Rabehi.

Les travaux de cette session ordinaire de l'APW se sont déroulés en présence de représentants des deux chambres du Parlement, des membres de la commission de sécurité, de représentants du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), du délégué local du médiateur de la République, avec la présence honorifique du président de l'APW de Tindouf.

Outre la présentation du bilan d'activité de la wilaya d'Alger pour les années 2024 et 2025, la présente session a permis de débattre et d'adopter le projet de budget primitif de la wilaya d'Alger pour l'année en cours, et d'aborder les préoccupations des citoyens, concernant tous les secteurs et services publics, selon le communiqué.

Djelfa

Six marchés de proximité ouverts prochainement

Six marchés de proximité seront ouverts dans les tous prochains jours dans la wilaya de Djelfa en prévision du mois de Ramadhan 2026, selon les services de la wilaya.

La direction du commerce, en coordination avec la chambre de wilaya de commerce et de l'industrie et le bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), organisera des marchés de proximité dans les communes de Sidi Ladjel,

Ain Oussara, Hassi Bahbah, Djelfa, Feidh El Botma et Messaâd, a précisé la même source.

Ces marchés proposeront divers produits, notamment alimentaires, de même que de la viande, des vêtements, des articles ménagers, des fruits et légumes et d'autres produits de grande consommation, est-il ajouté.

Les services de la wilaya soulignent que le lancement des six marchés de proximité est prévu dans les dix jours qui précèdent le

début du mois de Ramadhan et qu'ils se poursuivront jusqu'à la première semaine du mois suivant, avec des promotions et des réductions pour les consommateurs.

Il est également prévu l'organisation d'une caravane qui va parcourir les différentes communes de Djelfa durant le mois de Ramadhan, dans l'objectif de rapprocher les services et les produits de consommation, des citoyens, et de les leur proposer à des prix réduits, selon la même source.

Bouira

Les maladies à transmission hydrique au menu

Farid Haddouche

Dans le cadre de la prévention des épidémies, notamment les maladies à transmission hydrique (MTH), deux journées de sensibilisation et de formation sur les maladies à transmission hydrique et leurs vecteurs ont été inaugurées. Ces activités, organisées par l'Institut national de santé publique (INSP) en coordination avec la direction de la santé de Bouira, se sont déroulées à la bibliothèque principale de la lecture publique « Saïdani Rabah », en présence de professionnels de santé publique des wilayas de M'sila, Bordj Bou Arreridj et Médéa, des membres du comité de wilaya de prévention et de contrôle des maladies hydriques, du personnel médical et paramédical des établissements de santé publique et des hôpitaux publics de la wilaya, ainsi que de responsables et de gestionnaires des centres de santé municipaux de toute la wilaya de Bouira. Dans son discours d'ouverture, Mme la wali a souligné l'importance de ces journées de forma-

tion à la prévention des maladies à transmission hydrique. L'objectif est de doter le personnel des compétences nécessaires pour lutter contre ces maladies, notamment en renforçant les capacités des spécialistes et gestionnaires de la santé publique, acteurs clés de la prévention et de la lutte contre ces maladies. Elle a ajouté que ces journées de formation visent principalement à mettre en lumière les méthodes de traitement des sources d'eau afin de garantir leur potabilité, ainsi que le diagnostic précoce des maladies à transmission hydrique et de leurs vecteurs, et la rapidité d'intervention en cas d'épidémie. Il a également été souligné l'importance que les pouvoirs publics accordent à la question de ces maladies, à travers les différentes réformes struc-

turelles et organisationnelles entreprises par l'État, qui ont priorisé les questions de prévention et de santé publique. Le soutien à ces initiatives constructives et pertinentes a été réaffirmé. Au programme de ces journées de formation, qui s'est déroulé pendant 2 jours, plusieurs présentations sur le sujet, animées par des médecins et spécialistes de l'Institut national de la santé publique (INSP) et de la direction de la santé, suivies d'ateliers pratiques et de formations sur le terrain. La prise en charge des ouvrages hydrauliques avec l'utilisation du chlore a été recommandé. D'autres conduites à tenir ont été évoquées, à savoir la surveillance microbiologique, la désinfection de l'eau et la lutte antivectorielle, de la recherche à l'application sur terrain.

Horaires des prières pour Alger et ses environs				
20 chaâbane 1447				
El Fedjr 06h17	Dohr 13h02	Assar 15h57	Maghreb 18h23	Icha 19h43
Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
El Fedjr 06h03	Dohr 12h48	Assar 15h44	Maghreb 18h10	Icha 19h30



Illizi

Levée de gel sur un projet au centre universitaire

Un projet de 1.000 places pédagogiques au Centre universitaire Amoud-Benmokhtar à Illizi a fait l'objet d'une mesure de levée de gel, dans le cadre des efforts visant à soutenir et promouvoir l'enseignement universitaire et la recherche scientifique, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

Cet "important projet est susceptible de consolider les installations pédagogiques du Centre universitaire et d'y améliorer les conditions d'enseignement, en plus d'accompagner la

demande croissante en termes d'encadrement universitaire de sorte à répondre aux besoins du développement local et régional", a-t-on expliqué.

Le dégel de ce projet traduit la volonté des pouvoirs publics, centraux et locaux, de soutenir l'investissement dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, et de contribuer à la création d'un environnement universitaire adéquat et stimulant, et à l'élargissement des opportunités de formation aux étudiants, a souligné la source.

Sétif

Appel à renforcer la prévention des risques professionnels

Les participants aux 2èmes Journées nationales de santé au travail ont mis en avant, vendredi à Sétif en ouverture des travaux, "l'importance de promouvoir une culture de prévention des risques professionnels et de renforcer les mesures de sécurité dans le secteur agroalimentaire".

Le Dr Nadia Cherikh, médecin du travail au centre hospitalo-universitaire de Ben Aknoun (Alger), a souligné dans son intervention "le rôle vital du médecin du travail dans la protection des travailleurs du secteur agroalimentaire, en surveillant les conditions de travail et en prévenant les risques professionnels par une application correcte des mesures sanitaires nécessaires".

Elle a également appelé à une "formation continue" qui bénéficierait aux travailleurs de ces secteurs ainsi qu'aux responsables de la restauration, dans l'ensemble des secteurs, afin de renforcer la culture de la sécurité au travail et faire appliquer au mieux les pratiques sanitaires sur les lieux de travail.

De son côté, le chef du service de médecine du travail au centre

hospitalo-universitaire Saâdna-Abdenmour de Sétif, le Dr Mohamed Hamadouche, a indiqué que l'objectif principal de la médecine du travail réside dans la sensibilisation et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles afin de protéger la santé des travailleurs et de garantir un environnement de travail sûr et efficace dans tous les sites du secteur agroalimentaire.

Cette rencontre médicale, organisée sous le slogan "Le secteur agroalimentaire : de l'identification des risques à la prévention", vise également à promouvoir une culture de prévention et à améliorer les conditions de santé et de sécurité au travail dans ce secteur, a-t-on indiqué.

Au programme de la rencontre des interventions scientifiques spécialisées dédiées aux différents risques professionnels liés à l'activité agricole et aux industries alimentaires, ainsi que des ateliers de formation au profit des agriculteurs, des éleveurs, des vétérinaires, des travailleurs des abattoirs, des minoteries, des restaurants et des unités de transformation des produits laitiers.

Khenchela

Le projet de la mini-zone d'activités de Bouhmama bientôt livré

Le projet d'aménagement de la mini-zone d'activités de la commune de Bouhmama sera "bientôt" réceptionné, selon le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Kamel Alioui.

Le même responsable a ajouté que "le taux d'avancement des travaux y a atteint 98 %, les travaux d'ouverture des routes et de raccordement aux réseaux d'électricité, d'eau et d'assainissement ayant été achevés, en attendant le pavage des trottoirs et le revêtement des chaussées dans les prochains jours".

M. Alioui a également indiqué que cette opération, lancée en 2024 dans le cadre du programme complémentaire de déve-

loppement, a nécessité un investissement public de 188 millions de dinars, avant de souligner que l'aménagement de cette mini-zone s'inscrit dans le cadre des mesures prises par les services de la wilaya pour répondre aux attentes des investisseurs et améliorer leurs conditions de travail, tout en contribuant à relancer l'investissement privé.

La mini-zone d'activités de Bouhmama, qui s'étend sur une superficie de 10 hectares, comprend un total de 20 parcelles de terrain attribuées à des investisseurs activant dans les secteurs de l'industrie de transformation et de l'agroalimentaire, a rappelé la même source.



## Ligue des champions d'Afrique Le MC Alger haut la main



**M. Zeggai**

Le Mouloudia d'Alger a signé une victoire capitale face à Al Hilal SC du Soudan, relançant pleinement ses chances de qualification au prochain tour avant la dernière journée de la Ligue des Champions d'Afrique. Deux buts signés Anatouf et Ferhat, qui exploita à merveille une belle passe en profondeur de la nouvelle recrue, Boukholda, ont suffi au bonheur des "Vert et Rouge". Ce succès, décroché au meilleur moment, illustrant la solidité mentale et l'état d'esprit du groupe, aura permis au MCA de se replacer dans la course pour l'un des deux billets pour les quarts de finale.

En somme, une victoire méritée compte tenu de la physionomie du match durant lequel les nôtres ont, grâ-

ce à une occupation rationnelle du terrain et la stratégie adoptée, considérablement gêné les redoutables Soudanais qui ont éprouvé les pires difficultés à imposer leur jeu. Grâce à cette tactique, les Mouloudéens ont parfaitement maîtrisé les débats face un adversaire coriace.

Avec un pressing haut des Ferhat et Anatouf, la couverture des Zougrana, Benhaoua et Benkhemassa, le MCA a empêché les joueurs d'Al Hilal de trouver des solutions en profondeurs. Avec une première période idéale sur le plan tactique que dans le résultat, face à une équipe soudanaise qui avait réussi à stopper les Sud-Africains du Mamelodi Sundowns.

Dans une ambiance exceptionnel- le, les nôtres ont accompli parfaite- ment l'une des missions les plus

déliçates depuis l'entame de la phase de poules.

D'ailleurs, le coach d'Al Hilal, Laureniu Reghecampf, a tenu à rendre hommage au public du Doyen, soulignant son influence déterminante dans la victoire de son équipe. "Ce ne sont pas l'entraîneur Rhulani Mokwena et les joueurs et l'entraîneur du MCA qui nous ont battus, mais c'est le public. Aucune équipe ne peut résister à une telle ambiance aussi incroyable dans les tribunes".

En somme, le MCA, en enchaînant une deuxième victoire, semble avoir retrouvé son rythme de croisière en Ligue des Champions d'Afrique et la confirmation interviendra lors du prochain round qui s'annonce décisif et explosif à la fois face à Mamelodi Sundowns.

## Coupe de la CAF : Aujourd'hui San Pédro-USM Alger Les Usmistes veulent finir en tête

Déjà assurée de sa qualification pour les quarts de finale, l'USMA s'apprête à disputer cet-après midi une rencontre sans véritable enjeu. A l'occasion de cette 5<sup>e</sup> et avant-dernière journée de la phase de poules, les "Rouge et Noir" évolueront sans aucune contrainte psychologique, mais sans pour autant faire l'impasse sur l'objectif principal : conserver la première place du groupe et confirmer leur statut de leader. Ce match, bien que dénué de pression directe, revêt une importance particulière en termes de prestige. Une victoire ou même un résultat positif permettrait de maintenir la confiance au sein du groupe et d'aborder le prochain tour dans les meilleures

conditions possibles. Conscient de cet enjeu, Hadj Adlene, l'entraîneur intérimaire, a insisté sur la nécessité de rester compétitif, estimant que ses joueurs disposent des moyens nécessaires pour revenir avec le meilleur résultat possible. L'état d'esprit affiché par le groupe est des plus rassurants.

Le moral est au beau fixe, la concentration demeure intacte et les Usmistes semblent pleinement investis dans leur mission. Cette sérénité collective, acquise au fil des bonnes performances dans cette joute continentale, laisse présager une prestation solide, à même de confirmer sa position de leader. Toutefois, le match est loin de s'annoncer comme une simple formalité.

## Coupe de la CAF : Aujourd'hui à 17h00 : Singida Stars-CR Belouizdad Le Chabab vise la qualification

Dans le cadre de l'avant-dernière journée de la phase de poules, le Chabab Belouizdad affrontera en déplacement son homologue tanzanien du Singida Black Stars dans une rencontre ouverte et pleine d'incertitude. Un rendez-vous crucial pour les "Rouge et Blanc", appelés à sceller, dès cet après midi, leur qualification pour les quarts de finale de cette compétition continentale. Portés par leur éclatant succès décroché en terre sud-africaine lors de la précédente journée, les Belouizdadis aborderont cette empoignée avec confiance. Pour cette rencontre décisive, le staff technique du CRB

pourra compter sur le retour de deux éléments importants, Benguit et Belkheir, totalement rétablis de leurs blessures, et dont la présence devrait apporter davantage de stabilité et de solutions. A cela s'ajoute l'intégration de la nouvelle recrue ivoirienne, Jean-Charles Ahoua, qui constitue un renfort de poids dans l'entrejeu.

Tous ces éléments laissent entrevoir de réelles chances pour la formation algérienne d'espérer ramener les trois points. Les nôtres semblent ainsi mieux lotis pour signer une deuxième victoire consécutive en déplacement, un scénario qui renforcerait davantage leur

statut de sérieux prétendants. Néanmoins, la mission est loin d'être acquise. L'équipe tanzanienne compte mettre les bouchées doubles pour créer la surprise et épingler à son tableau de chasse l'un des principaux candidats à la qualification.

Déterminés à défendre crânement leurs chances, les Tanzaniens promettent une opposition farouche, ce qui annonce un duel intense et disputé. Pour éviter toute mauvaise surprise, le Chabab devra faire preuve de rigueur, de maîtrise et de lucidité afin de mieux négocier ce rendez-vous.

**M. Zeggai**

**M. Z.**

## Ligue 1 (18<sup>e</sup> journée) Le maintien en jeu

La deuxième partie de la 18<sup>e</sup> journée de ce championnat, prévue aujourd'hui, s'annonce capitale pour les équipes de bas du tableau, désormais dos au mur et sans autre alternative que la victoire à domicile. C'est le cas de l'ES Sétif qui dispose avec la venue de la lanterne rouge, le MCEB, d'une occasion en or : un succès permettrait d'empocher trois points précieux, d'améliorer sa position et de s'éloigner de la zone de turbulence. Mais, la prudence reste de mise, car les gars d'El Bayadh affichent un visage séduisant depuis l'entame de la phase-retour et ne se présenteront pas en victimes expiatoires. Sur le papier, l'avantage du terrain, le soutien du public et la qualité de l'effectif placent logiquement les Sétifiens en position de favoris, mais attention au sur-saut d'orgueil du MCEB qui refuse d'abdiquer surtout que le football réserve souvent son lot de surprises.

Pour sa part, l'ASO Chlef se retrouve, elle aussi, dans une situation similaire face à la JS Saoura, deux formations aux ambitions diamétralement opposées. Condamnés à gagner pour éviter l'implosion, les Chélifiens s'attendent toutefois à une opposition coria-

ce devant une équipe de la Saoura qui a démontré qu'elle a de solides arguments. Malgré la difficulté annoncée, les trois points demeurent impératifs dans la course au maintien pour l'ASO Chlef qui reste sur un bon nul acquis à Khenchela. Mais, ce n'est pas tâche aisée face à des Sudistes de Bechar qui aspirent à une place sur le podium, synonyme d'une participation continentale la saison prochaine. C'est le cas également du match, MB Rouissat-CS Constantine. Le nouveau promu sera soumis à un nouveau test délicat à domicile face à un team constantinois, réputé difficile à manœuvrer. Les gars de Rouissat, eux, intraitables chez eux, chercheront la gagne pour faire partie du groupe de tête. L'indécision plane sur une rencontre ouverte à tous les pronostics. A noter que cette journée sera amputée de quatre rencontres, O.Akbou- JSK, ESBA-MCA, USMA-PAC et CRB-USMK.

**M. Zeggai**

### Aujourd'hui à 15h00

Ouargla : MBR-CSC

Chlef (16h00) :

ASO-JS SaouraSétif  
(18h00): ESS-MCEB

## Mercato Sunderland s'intéresse à Titraoui

La progression de Titraoui ne passe plus inaperçue sur le marché européen. Auteur d'une belle saison avec le Sporting Charleroi, le milieu de terrain algérien attire désormais des convoitises bien au-delà des frontières belges, avec une piste anglaise qui gagne nettement en crédibilité : Sunderland.

Depuis plusieurs semaines, le nom de Titraoui circule avec insistance du côté de la Premier League. Selon les informations, l'Angleterre apparaît aujourd'hui comme la destination la plus plausible pour l'un des profils les plus réguliers de Jupiler Pro League à son poste. Sunderland n'est pas un inconnu dans ce dossier. Le club anglais aurait déjà tenté sa chance lors du dernier mercato estival en soumettant une offre à Charleroi, sans parvenir à finaliser l'opération. Révélation de la saison en Premier League, le club du nord de l'Angleterre connaît parfaitement le championnat belge, où il a récemment recruté plusieurs talents prometteurs. Sur le terrain, Titraoui confirme semaine après semaine, devenant l'un des piliers du renouveau carolo. Cette montée en puissance alimente logiquement les spéculations autour d'un départ lors du prochain mercato estival. Du côté de Charleroi, un transfert vers la Premier League représenterait une opportunité financière majeure. Toutefois, le club belge de-

vra composer avec un paramètre important : le Paradou AC, ancien club formateur de Titraoui, détient un pourcentage conséquent sur une future revente. Un détail qui pourrait peser dans les négociations.

### MEZIANI SIGNE AU KOWEÏT

Le club koweïtien d'Al-Qadsia a officialisé la signature de Meziani (ex-MCA). Un nouveau défi à l'étranger pour le joueur de 28 ans, qui relance sa carrière dans le Golfe, au sein d'un club actuellement bien installé sur le podium du championnat koweïtien. Le transfert de Meziani intervient quelques jours seulement après le départ d'un autre Algérien, Victor Lekhal, du même club. Al-Qadsia poursuit ainsi sa stratégie de réajustement de l'effectif, tout en maintenant une forte présence algérienne dans son vestiaire.

Joueur offensif polyvalent, Meziani dispose d'un parcours riche, forgé entre l'Algérie, l'Europe et l'Afrique, notamment avec des expériences au Havre, en Lituanie et l'ES Tunis, avec laquelle il a remporté plusieurs titres majeurs. Le club koweïtien espère s'appuyer sur son expérience pour renforcer son secteur offensif et jouer pleinement ses cartes dans la course aux objectifs nationaux lors de la seconde moitié de saison.







2

09.35 À l'origine  
11.15 Parole inattendue  
11.25 Jeux Olympiques d'hiver . Matinée  
13.00 Journal  
13.26 C'est bon à savoir  
13.30 Jeux Olympiques d'hiver  
20.00 Journal  
20.30 20h30 le dimanche  
21.05 Image du jour sports  
21.07 Les révélations des Victoires de la musique

## 21.10 Jeux Olympiques d'hiver : Patinage artistique



C'est l'heure de vérité pour l'équipe de France de patinage artistique. Les programmes libre couples, dames et messieurs clôtureront cette épreuve par équipes. L'occasion pour Camille et Pavel Kovalev, Lorine Schild, mais aussi Kevin Aymoz ou Adam Siao Him Fa de réaliser leur meilleur programme pour tenter de rester au contact des Etats-Unis et du Japon, les deux grandes nations favorites pour le titre olympique par équipes. Les Américains seront emmenés par Ilia Malinin, Amber Glenn, Alisa Efimova et Misha Mitrofanov, sacrés récemment champions des Etats-Unis 2026.

22.45 JO Club

3

11.55 Dimanche en politique  
12.30 ICI 12/13  
12.55 Jeux Olympiques d'hiver . Midi  
14.50 Animalement votre  
15.40 Animalement votre  
17.25 Le jeu des 1000 euros  
18.05 Questions pour un champion  
18.55 Le journal des talents  
19.15 ICI 19/20  
21.05 C'est bon à savoir

## 21.10 Déluge mortel



Saison 1 - Episode 1 : Sous les eaux

Alors que le Yorkshire est le théâtre d'inondations catastrophiques, Joanna Marshall, agent de police dans la petite ville de Waterside, s'inquiète du sort d'un homme qui a plongé dans l'eau pour sauver un bébé. Tandis que la ville tente de s'organiser, la policière se voit dans l'obligation d'héberger sa belle-famille. Quand le corps d'un homme est retrouvé dans l'ascenseur d'un parking souterrain, Jo sent bien que l'affaire est plus complexe qu'il n'y paraît.

23.35 Meurtres en eaux troubles

4

09.50 Bluey  
10.53 Les as de la jungle à la rescousse  
11.40 Mission info  
11.57 T'es au top  
12.05 Les Jeux de La Fontaine  
12.50 Potobot  
13.15 Un jour, une question  
16.00 Fort Boyard  
18.04 Gangnam Project, l'aventure K-pop  
19.25 Okoo-koo  
19.35 Il était une fois Casse-Noisette  
20.55 Consomag

## 21.00 Le syndrome de l'Ecosais



Bruno et Florence reçoivent Sophie et Alex, mais la soirée tourne au cauchemar. Entre l'auteur à succès, le brillant chef d'entreprise et leurs épouses, qui sont aussi sœurs, des incidents en série vont transformer cette réunion de famille en vau-deville déconcertant. Secrets, non-dits et bouteilles volent alors en éclats, ce qui amène les deux couples à faire des projets surprenants.

22.30 Jo

5

09.00 Les Moodz  
09.25 Silence, ça pousse !  
10.20 Echappées belles  
12.00 Drôles de villes pour une rencontre  
12.35 C à vous  
14.40 Le duplex  
16.08 Imprévus  
16.15 A la découverte du monde  
16.45 Les gens du Nord  
18.30 En société  
20.00 C politique  
21.07 Iran, Israël et la bombe  
22.25 Le monde en face  
23.05 Nous, jeunesse(s) d'Iran

arte

TMC

09.35 Surf et pêche au Pérou : une pratique millénaire  
10.20 Cuisines des terroirs  
10.55 Les parcs nationaux canadiens  
12.40 Voyage en Antarctique, une mission en héritage  
13.40 Un scandale à la cour  
17.55 Terres de cinéma  
18.45 Renaud Capuçon et Julia Hagen interprètent Brahms  
19.30 Karambolage  
19.45 Arte journal  
20.05 Jane Austen . La littérature, passionnément  
21.00 Gosford Park

09.15 Le bétisier de l'été  
12.35 Animaux à adopter  
21.15 Esprits criminels : S4 - Ep16 : Tueuse de luxe



CINE + FRISON 20.50

## LE TRANSPORTEUR

Acteur: Jason Statham, Matt Schulze, François Berléand, Qi Shu, Ric Young...

Frank Martin, un ex-marine reconverti en transporteur professionnel, a établi des règles strictes qui régissent son métier : pas de questions, pas d'ennuis. Installé sur la Côte d'Azur, il travaille pour des clients peu recommandables, livrant des colis mystères avec une efficacité redoutable à bord de sa berline bien équipée. Cependant, son quotidien prend une tournure dramatique lorsqu'il ouvre le coffre de sa voiture, révélant une jeune réfugiée asiatique nommée Lai, alors qu'il avait promis de ne jamais toucher aux marchandises.



CINE + PREMIER 20.50

## LEE MILLER

Acteur: Kate Winslet, Andy Samberg, Alexander Skarsgård, Marion Cotillard,

En 1977, dans l'Angleterre d'un passé révolu mais toujours vibrant d'histoires, Lee Miller (Kate Winslet), une photographe américaine au talent indéniable, se confie à un jeune journaliste avide d'explorer la richesse de sa vie marquée par des rencontres exceptionnelles et des événements déterminants. Dans une série de réminiscences, elle évoque son parcours singulier, soulignant notamment sa rencontre avec Roland Penrose (Alexander Skarsgård), un artiste visionnaire et promoteur de talents qui bouleverse son existence. Leur coup de foudre s'inscrit dans le décor d'une époque où l'art et la guerre s'entremêlent de manière tragique.



arte 21.00 GOSFORD PARK

Angleterre, années 1930. Entre les murs imposants de Gosford Park, un manoir aussi majestueux qu'isolé, se joue une comédie humaine où chaque détail trahit les profondes fractures d'une société divisée. Ici, l'aristocratie britannique, incarnée par Sir William McCordle et son épouse Lady Sylvia (Kristin Scott Thomas), règne en maître sur un monde de privilèges, de règles non dites et de convenances rigides. Pour un week-end de chasse, ils ont convié une assemblée bigarrée : des seigneurs aux allures distinguées, une starlette hollywoodienne en quête de respectabilité, un producteur de cinéma ambitieux, et quelques roturiers tolérés pour leur utilité ou leur charme.

# TÉLÉVISION

TF1

## 21.10 Tout sauf toi



10.05 Automoto  
10.55 Téléfoot  
11.50 Les douze coups de midi  
12.50 Petits plats en équilibre  
12.55 Météo  
13.00 JT 13h  
13.40 Grands reportages  
16.10 Star Academy : le phénomène  
17.20 Sept à huit Life  
18.20 Sept à huit  
19.50 Petits plats en équilibre  
19.55 Météo  
20.00 J T 20h  
20.45 Le goût du détail  
20.50 Petits plats en équilibre

Bea (Sydney Sweeney), une étudiante en droit ambitieuse et méthodique, voit sa vie basculer le temps d'une soirée mémorable. Son chemin croise alors celui de Ben (Glen Powell), un cadre charismatique de la finance, dont l'assurance et l'audace contrastent avec sa propre rigueur. Entre eux, l'alchimie est immédiate, électrique, mais un malentendu transforme leur idylle naissante en un champ de ruines émotionnelles, les laissant tous deux avec un goût amer et des préjugés tenaces. Les mois passent, et alors que Bea et Ben s'efforcent d'oublier cette nuit qui a tout changé, le destin, ironique et impitoyable, les place de nouveau sur la même trajectoire.

6

## 21.10 Zone interdite



Disney, Harry Potter, Jurassic Park : la vie rêvée des Français

Plus de 5000 Français ont fait le choix d'aller vivre à Orlando en Floride. Dans cette ville ensoleillée, une des capitales mondiales du divertissement, les conditions de vie ressemblent au rêve américain pour ces expatriés. Dans cette région, le dynamisme économique est au plus haut, porté par l'industrie des loisirs avec bien sûr le parc Walt Disney ou l'implantation d'Universal Studios.

CANAL+

## 21.05 Cleaner



Londres, nuit tombante. Perchée à 240 mètres au-dessus de la ville, la tour Shard scintille comme un symbole de pouvoir et d'opulence. Ce soir, son sommet abrite le gala annuel de Green-Volt Energies, un géant de l'industrie dont les promesses écologiques masquent des pratiques bien plus sombres. Sous les lustres étincelants, PDG, investisseurs et politiques échangent sourires et contrats juteux, ignorants que leur monde va basculer. Soudain, les portes s'ouvrent sur un commando organisé : des écoterroristes,...

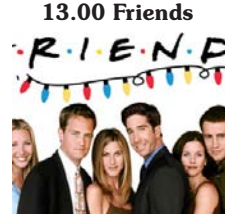
PLANETE +

TFX

W9

09.32 American Pickers,...  
12.37 Omerta  
14.23 Masque de fer : L'énigme du Roi Soleil  
16.30 Mystérieux objets  
18.06 Un conquérant de légende, Alexandre le Grand  
19.23 American Pickers,...  
20.55 Mystérieux objets  
22.34 L'Europe des merveilles

09.25 Cleaners les experts du ménage  
13.00 Friends



21.10 Justice League



23.25 Chroniques criminelles

10.20 Fréquentstar  
12.20 100% poker  
12.50 Desperate Housewives



16.30 La petite histoire de France  
21.10 Nanny McPhee





	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

- La belle des bois.
- Sucre réducteur.  
Cousin à jacquot.
- Ca le rendait Terrible,  
Ivan !  
Lettres du bled. Vague.
- Réseau de fils.
- Avis.
- Noeud de corde.  
Point d'exclamation.
- Grecque.
- Comptera (sur).
- D'un coup.  
Donner du spectre.
- Bales.
- Symbole de gaz.
- Ont un âge fixe.  
Ebréchés.

Verticalement:

- Froissés.
- Primo, c'est un écrivain  
italien.
- En latex. Nappe.  
Se répond à lui-même.
- Agent de circulation.  
Points opposés.
- Insulaire européen.
- Devenu quelqu'un.  
Fait pou double !  
Court.
- Met au dernier point.
- Coups de main.
- Siège haut.  
Bride.
- Source de vie.  
Poissons-perroquets.

T	N	E	M	E	S	S	I	C	R	I	A	L	C	E
U	D	I	S	E	R	N	S	R	E	I	R	C	N	E
R	U	E	U	L	C	I	O	V	E	R	I	N	U	M
E	N	L	I	E	R	N	E	I	E	T	O	I	R	T
C	O	O	E	U	T	R	A	T	T	I	E	S	R	
I	S	S	O	M	N	U	U	T	I	N	T	C	E	I
R	N	S	U	T	E	O	R	F	S	R	E	T	E	M
A	A	U	T	S	G	T	I	E	A	I	T	E	R	
V	H	O	R	E	E	E	S	T	S	P	S	M	E	O
A	C	B	E	T	R	R	S	Y	I	Y	E	S	U	D
R	O	U	E	S	C	R	I	C	S	N	L	T	A	E
R	U	E	L	F	O	I	E	E	T	U	I	A	N	L
N	O	L	L	A	B	R	R	O	U	L	F	F	N	L
P	O	L	A	G	P	E	G	N	A	L	E	M	E	A
S	O	I	N	O	I	T	A	C	R	A	B	M	E	D

ANALYSER - ANNEE - ASSISTANCE - AVARICE -  
BALLON - BOUSSOLE - CHANSON - DALLE -  
DEFINITION - DETENTION - DORMIR -  
ECLAIRCISSEMENT - EMBARCATION - ENCRIER - ETUI -  
FLEUR - FLUOR - FOIE - GALOP - GOUTER - LIER - LUEUR -  
MELANGE - MEMENTO - MUNIR - NOTIFIER - NURSE -  
OUTIL - OUTRE - PRECIPITER - RECITER - REGENT -  
RESIDU - RETOUR - REVE - SOIN - SOURIS - STARTER -  
SYSTEME - TEST - TRIO.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :  
- Mon 1er n'entend pas.  
- Mon 2e, c'est couper en va-et-vient.  
Mon tout est un type auquel on attribue l'art de découvrir l'eau sous terre.

1	R	U	P	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	

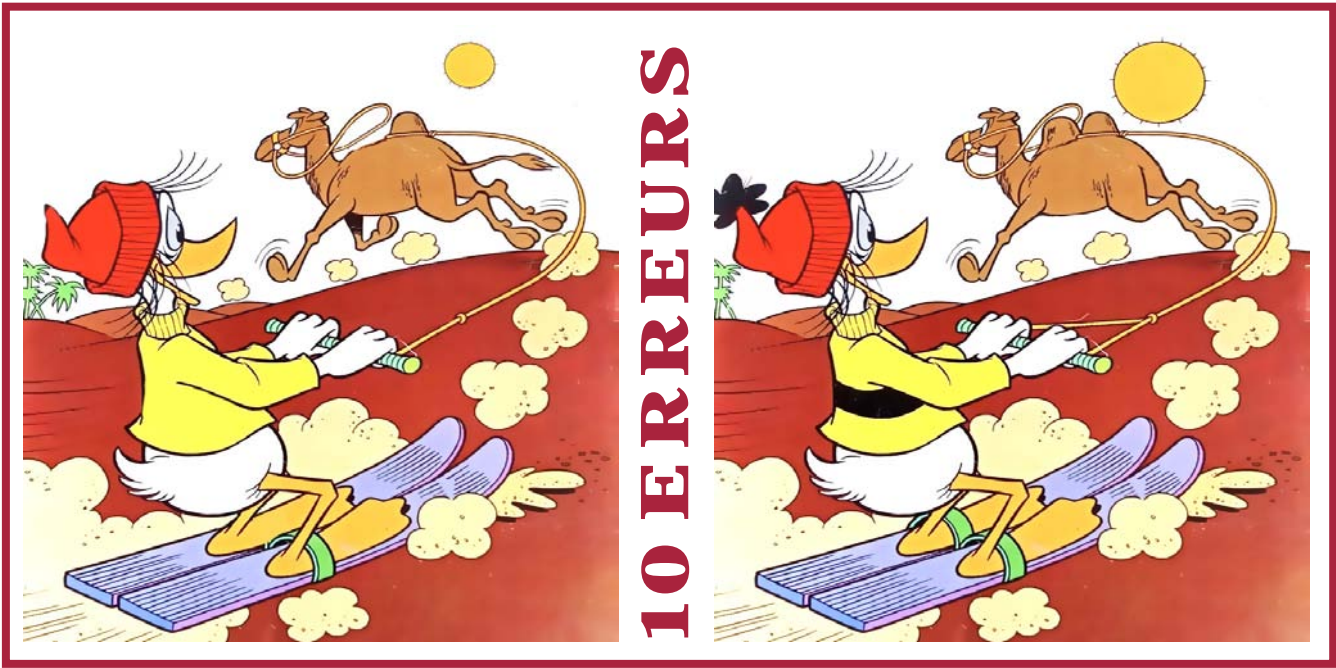
4	5	7	1	6	10	16	4		7				
5	9	2	10	11	11	4			1	1			
13		14	4	7	12		3	2	6				
9	8	2	11	4		14	10	4	5				
2		11		1	9	2	7	4	12				
1	6	7	9	5		11	4	12	6				
16	9	2	7	6		4	2		7				
10		4		7	11		12	9	11				
12	9	2	3	10	4	1	4		6				
12	10	17		8		6	14	4	5				
4	12		1	4	12	7	4	5	7				
14	10	5	10	14	6		5		10				
4	18		16	4	3	9	7		15				
5		14	4	5	4	12		9	2				
7	1	2	12	7		4	7	1	4				

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FAUX TIFS CURIEUSE										
	VERSION ORIGINALE MÉTAL			RALEUSES APPRIS PETIT CUBE			JOUR- NALIERS SEAU			
					TRADITIONS BOUCLE SODIUM			CONJON- TION FLEUVE RUSSE		
		FEMME DE LA COTE DOCTEUR HUMER								
	ELLE SE FAIT TOUT LE TEMPS SONNER !			COURS PRE- PARATOIRE SOUTIEN						
					POISSONS VERSO					
				FERME S'AMENA NÉGATION						
							NOUVELLE FAIT L'AGNEAU			
	ENTENDU AUX ARENES				EN VITESSE ! FAIT AVANCER LE CHEVAL			RELIQUAT NOTE BENE RONGEUR		
				EMPLOYER PAS DITES						
		CARDINAL INDÉFINI				ARTICLE				
DANS CROCHET DOUBLE					NOTE PRÉCIS PRONOM					

5	4					8	
6						1	5
			3			4	9
		1	6	3	2		4
8	6			7			
			4		9		7
2	3	5	8	6	4		7
	9				1		
	1	6	5			2	

FLECHES N°9492	CROISÉS N°9492	SUDOKU N°9492
D T R E S S E S E P E E S O T E P I S C E T C L E V A N T E R A B A L A I S E I R E A S T S U C D I E S E A G D E S S U S N I E E S R T R B O U G E R E M U S E E A S A U T E L U S	C O N T R E D I T E A T U S U C O N N A R R A T E U R T R O Q U E S T E A I U R T U F L E C O N B R E F O O I S E L E U R U N I S M A S S E P I N E D E S E N S E S G U E U S E	6 5 2 4 8 3 9 7 1 3 4 7 9 1 2 5 8 6 9 8 1 6 5 7 4 3 2 1 6 5 2 9 8 7 4 3 7 9 3 1 6 4 2 5 8 4 2 8 3 7 5 1 6 9 2 7 6 8 4 1 3 9 5 5 1 9 7 3 6 8 2 4 8 3 4 5 2 9 6 1 7
FOUILLIS N° 9492: FOURMI ( Four - Mi )		CODÉS N° 9492
		1 2 3 4 5 6 A N U S E T 7 8 9 10 11 12 M O R L I C 13 14 15 16 17 18 X G D V 19 20 21 22 23 24





## Cuba adopte la semaine de quatre jours pour faire face à la crise énergétique

**S**emaine de quatre jours, télétravail, restrictions des ventes de carburant, fermeture d'hôtels: le gouvernement cubain a annoncé vendredi un paquet de mesures pour faire face à la crise énergétique que traverse le pays sous pression américaine.

Ces pressions «nous poussent à appliquer un ensemble de décisions, en premier lieu pour assurer la vie de notre pays, les services de base, sans renoncer au développement», a déclaré le vice-Premier ministre Oscar Pérez-Oliva Fraga, à la télévision d'Etat.

Parmi les mesures annoncées figurent la réduction à quatre jours de la semaine de travail dans les administrations et les entreprises d'Etat, le télétravail, des restrictions à la vente de carburant, une réduction des services de bus et de trains, ainsi que la fermeture temporaire de certains établissements touristiques. En matière d'éducation, les journées de cours seront plus courtes et les universités fonctionneront sous forme semi-présentielle.

## Une plateforme de cryptos sud-coréenne envoie accidentellement 620.000 bitcoins à des utilisateurs



**L**a plateforme sud-coréenne de cryptomonnaies Bithumb a dû présenter ses excuses samedi après avoir envoyé des bitcoins à des utilisateurs pour une valeur avoisinant 37 milliards d'euros... par erreur.

L'entreprise a expliqué dans un communiqué avoir transféré 620.000 unités de cette cryptomonnaie à 695 clients, dont les opérations ont été bloquées dans les 35 minutes suivant cette fausse manipulation survenue vendredi.

Une telle quantité de bitcoins vaut environ 36,8 milliards d'euros au cours actuel d'environ 59.300 euros, en chute cette semaine en raison notamment de l'aversion pour les actifs jugés volatils et des incertitudes réglementaires.

Selon les médias locaux, Bithumb avait l'intention d'envoyer 2.000 won (1,15 euro) à chacun de ses utilisateurs, dans le cadre d'une promotion. Mais certains bénéficiaires, plus chanceux que prévu, ont reçu quelque 2.000 bitcoins à la place.

L'entreprise a affirmé avoir récupéré 99,7% des bitcoins transférés indûment, ajoutant qu'elle utiliserait ses propres réserves pour combler la somme perdue.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Nigeria : Londres condamné à payer 420 millions de livres pour des meurtres datant de la période coloniale



**U**n tribunal nigérian a condamné le gouvernement britannique à verser 420 millions de livres sterling aux familles des mineurs tués en 1949 par le pouvoir colonial, un jugement qui ne pourra être appliqué qu'après des tractions diplomatiques entre Abuja et Londres, a déclaré vendredi à l'AFP l'avocat des familles des victimes.

Le 18 novembre 1949, des mineurs de charbon de la vallée d'Iva, dans l'Etat d'Enugu (sud-est), ont dénoncé leurs conditions de travail et leurs salaires impayés en occupant la mine. La police britannique a réagi en tirant sur les manifestants, faisant 21 morts et 51 blessés.

En 2013, le Royaume-Uni

avait accepté d'indemniser plus de 5.000 Kényans victimes de tortures et de mauvais traitements pendant la révolte des Mau Mau dans les années 1950. Le gouvernement britannique avait alors exprimé ses regrets et versé près de 20 millions de livres (environ 32 millions de dollars), reconnaissant ainsi les abus de l'époque coloniale.

## Le Liban et la Syrie signent un accord sur le transfert de prisonniers syriens

**L**e Liban a signé vendredi un accord avec la Syrie pour lui remettre quelque 300 prisonniers syriens, une mesure censée ouvrir une nouvelle page entre les deux pays aux relations tendues par le passé.

Le vice-Premier ministre libanais Tarek Mitri et le ministre syrien de la Justice Mazhar al-Wais ont annoncé avoir signé l'accord, au cours d'une conférence de presse à Beyrouth. «Nous annonçons aujourd'hui

une étape importante sur la voie de la justice», a affirmé le ministre syrien, exprimant l'espoir que l'accord contribue à «l'amélioration des relations bilatérales dans la période à venir». Quelque 2.250 Syriens, soit un tiers de la population carcérale du Liban, sont détenus dans les prisons surpeuplées du pays, selon une source judiciaire, et Damas avait réclamé que le Liban lui remette plus de 300 prisonniers.



## Trump salue de «très bonnes» discussions avec l'Iran



**L**e président américain Donald Trump a salué vendredi les «très bonnes» discussions en cours avec l'Iran, à l'issue d'une session de pourparlers à Oman, affirmant que les négociations allaient se poursuivre «en début de semaine prochaine». «Nous avons également eu de très bonnes discussions sur l'Iran, l'Iran semble vouloir absolument conclure un accord», s'est félicité devant des journalistes à bord d'Air Force One le président américain, qui a déployé une force navale considérable dans le Golfe. «Les résultats aujourd'hui avec l'Iran, c'était une rencontre, nous allons nous rencontrer à nouveau en début de semaine prochaine», a-t-il ajouté.

L'Iran a aussi affirmé vendredi qu'il allait poursuivre ses négociations avec les Etats-Unis, à l'issue d'une session de pourparlers à Oman tenue dans une «atmosphère positive» selon Téhéran. Les Etats-Unis ont annoncé vendredi de nouvelles sanctions visant à freiner les exportations de pétrole de l'Iran, ciblant diverses entités et navires.

## EDITORIAL

Abdelkrim Zerkouri

### LE RISQUE D'UNE ÉTINCELLE

de la semaine prochaine », a-t-il ajouté. Un second round des discussions est prévu la semaine prochaine, mais d'ici-là, le président Trump maintient la pression, avertissant que si l'Iran ne parvenait pas à un accord sur son programme nucléaire, «les conséquences seraient très graves». Le président Trump a-t-il déplacé son armada massive près de l'Iran tout juste pour discuter avec les Iraniens ?

Tout indiquait que c'est le scénario vénézuélien qu'on voulait répéter en Iran, mais des voix à l'intérieur de l'administration américaine, et à l'extérieur les voix des alliés dans la région, ont dissuadé le président américain de s'engager d'ouvrir un front de guerre avec l'Iran. On ne sait pas vraiment quelle a été la position des Israéliens à propos des attaques US contre l'Iran, mais d'autres alliés dans la région ont conseillé

au président américain le choix de l'option diplomatique, celle du dialogue pour obtenir les résultats qu'on viserait à travers le recours à la force militaire. Pas tous les résultats que souhaite obtenir le président Trump, mais du moins une bonne partie, sous la pression de la hausse des taxes douanières pour les pays et les entreprises qui font commerce avec l'Iran, ainsi que de la présence menaçante de l'armée navale US.

Parce que l'Iran n'est pas le Venezuela, et une guerre contre l'Iran risque de déstabiliser toute la région et menace de perturber l'approvisionnement du marché mondial en pétrole. Dans ce contexte, le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Fayçal ben Farhan, a affirmé vendredi que le succès des négociations entre les Etats-Unis et l'Iran rendrait la région plus sûre.

Le prince Fayçal ben Farhan a également exprimé le soutien de Riyad aux discussions en cours, soulignant que tout le monde souhaitait leur réussite. Pour dire que tout le monde veut éviter la moindre étincelle près de la poudrière.